



mars 2014

numéro 1

AVANTAGE

Correspondance anarchiste



Websites

Contrainfo

<http://contrainfo.espiv.net>

Act for freedom now

<http://actforfree.nostate.net>

Tabula Rasa

<http://www.atabularasa.org>

Viva la anarquia

<http://vivalaanarquia.espiv.net>

Brèves du désordre

<http://cettesemaine.free.fr/spip>

Non Fides

<http://www.non-fides.fr>

Uruguay

Anarquia, periodico anarquista

<http://periodicoanarquia.wordpress.com>

El Refractario, hoja de critica social

<http://periodicoanarquia.wordpress.com>

Chili

El Amanecer, publicacion mensual anarquista (Chillan)

<http://periodicoelamanecer.wordpress.com>

El Surco, publicacion mensual anarquista (Santiago)

<http://periodicoelsurco.wordpress.com>

El Sembrador, periodico anarquista (Cauquenes)

<http://periodicoelsembrador.wordpress.com>

El Sol Acrata, periodico anarquista (Antofagasta)

<http://periodicoelsolacrata.wordpress.com>

Sin Banderas Ni Fronteras, reflexiones insurrectas para agudizar la lucha contra toda autoridad (Santiago)

sinbanderas.nifronteras@yahoo.com

Kiebre, revista anarquista (Concepcion - Talcahuano)

<http://revistakiebre.wordpress.com>

Argentina

Exquisita Rebeldia, publi anarquista (Buenos Aires)

exquisitarebeldia@riseup.net

Abrazando el Caos, revista anarquista

publicacion-abrazandoelcaos@riseup.net

Mexico

Conspiracion Acrata, publicacion de tendencia anarquista insurreccional (Mexico D.F.)

conflicto_cotidiano@riseup.net

Italie

Finimondo

<http://www.finimondo.org>

Tairsia, foglio aperiodico di critica sociale (Salento)

tairsia@gmail.com

Peninsula Iberica

Infierno, publicación Anárquica por el desmadre y la revuelta

revista_infierno@yahoo.com

Aversion, publicacion anarquista

aversion@riseup.net

Belgique

Hors Service, feuille anarchiste (Bruxelles)

<http://journalhorservice.blogspot.be>

Salto, subversion & anarchie (Bruxelles)

<http://salto.noblogs.org>

Suisse

Aufruhr, anarchistisches Blatt (Zürich)

<http://aufruhr.noblogs.org>

Grenzenlos, anarchistische Zeitschrift (Zürich)

grenzenlos@riseup.net

Allemagne

Wut im Bauch, anarchistisches Blatt für die Revolte (Hamburg)

wutimbauch@riseup.net

Fernweh, anarchistische Strassenzeitung (München)

<http://fernweh.noblogs.org>

France

Lucioles, bulletin anarchiste de Paris et sa région

<http://luciolesdanslanuit.blogspot.fr>

Subversions, revue anarchiste de critique sociale (Paris)

subversions@riseup.net

Pays-Bas

Kaduuk, anarchistische krant / anarchist newspaper (Amsterdam)

kaduuk@riseup.net

Voici donc le numéro 1 d'Avalanche. Le deuxième numéro, car après 0 vient 1, c'est la logique des mathématiques. Pas que nous croyons à un développement linéaire de ce projet, ce ne sera sans doute pas uniquement en crescendo, mais cela ne nous retient pas. Par secousses, au rythme de l'activité anarchiste, de la vie même, nous allons.

On peut bien le dire: les réactions positives en distribuant le numéro zéro ont été assez nombreuses. Parfois complétées par quelques remarques critiques après que les compagnons s'étaient plongés dans les textes. On ne demande pas mieux que d'avoir ces retours critiques. Les correspondances qui nous sont arrivées parlent aussi de futures contributions. Pendant que quelques textes se sont déjà cheminés vers ce numéro, on attend d'autres avec impatience. La correspondance que nous proposons est tout sauf évidente, nous en sommes conscients. Coucher sur papier une sorte de *où en sommes-nous*, ou *que voulons-nous* (ou aussi, *que ce passe-t-il autour de nous*) provoque des pensées et des raisonnements, et aussi des discussions parmi les compagnons. Cela est un processus important, dont les occasionnelles retombées écrites donnent à leur tour lieu à l'affutage des idées et des méthodes dans d'autres endroits. De la nourriture pour l'imagination ou une titillation, une incitation.

Pendant qu'on travaillait à ce numéro, des exemplaires du numéro zéro étaient encore en route vers leurs destinataires. Dans cette époque d'internet et de *flux* capitaliste permanente cela paraît décalée. La correspondance anarchiste ne tend pas à suivre le chemin le plus rapide vers le plus grand nombre de lecteurs, mais accompagne plutôt les sentiers tortueux des compagnons et de leurs affinités. Dans des sac-à-dos, en passant par différentes adresses postales, de main en main, et voilà qu'un tas de feuilles devienne une occasion exquise pour passer, pour boire un café ensemble, pour resserrer les liens au-delà des frontières.

Dans ce numéro se trouvent donc quelques contributions spécifiques. Ensuite, on a opté pour reprendre quand même encore quelques chronologies, comme celle des conflits à Burgos qui ont eu des échos dans nombreuses têtes et mains, ou encore des moments de rupture sur le territoire brésilien montrant une certaine détermination (voir aussi le numéro précédent) et que nous ne voulons certainement pas perdre de vue. Il ne fait aucun doute qu'il y a beaucoup plus de choses en cours et qu'une chronologie internationale pourrait compter beau-

coup de pages en plus. Mais nous nous fions que aussi d'autres revendiqueront leur place avec des contributions plus approfondies. Comme dans le premier numéro, plusieurs textes parlent des coups répressifs contre des anarchistes. Là aussi, ce n'est pas notre but d'être exhaustif, mais de mettre en avant quelques textes qui cherchent à dépasser le contexte local.

Dans nombreux endroits dans le monde, des anarchistes et des anti-autoritaires tentent de passer à l'attaque contre l'autorité. La multiplicité de cette attaque, les différentes approches s'appuyant sur une perspective antipolitique et sans compromis des luttes et les critiques pour aiguïser et approfondir la lutte anarchiste nous sont très chères. Elles sont quelque part le cœur du mouvement anarchiste autonome et informel, un anarchisme partant de l'individu, des propres idées anarchistes et de tentatives de mettre en pratique la liberté pour laquelle nous nous battons ici et maintenant dans la lutte. Ce n'est certainement pas le chemin le plus facile, car ces tensions insurrectionnelles ne s'affrontent pas seulement à tout ce que nous méprisons dans ce monde-cimetièrre, mais aussi parce que elles reposent sans cesse la question des motivations, des *pourquoi* nous sommes en lutte, et elles la reposent à chacun et chacune d'entre nous. Dans certaines contrées, des choses très tristes se sont passées au sein de cercles anarchistes, cela n'a pas de sens de faire comme des autruches. Cette éditoriale n'est pas vraiment l'endroit le plus adapté pour approfondir ces questions, mais disons le clairement: face à ceux qui essayent d'imposer une hégémonie à l'anarchie, nous continuerons à nous battre pour la multiplicité de la lutte anarchiste et de l'attaque.

Une publication comme Avalanche part de correspondance entre différentes réalités. Cela signifie aussi que des luttes ou des actions ont des échos au-delà de la réalité dans laquelle elles sont directement visibles. Cela n'est pas évident, et nous avons trouvé le texte « Faits et défauts » une importante contribution mettant des questions sur le tapis qui nous concernent tous et toutes.

Enfin, profitons-en pour faire un appel chaleureux à tous les compagnons qui se reconnaissent dans le projet d'Avalanche, de correspondance anarchiste internationale, d'y contribuer de la manière qu'elles estiment la plus adéquate. A côté de nombreuses autres occasions et possibilités, nous espérons que ce projet offre une espace pour resserrer les liens et se propulser réciproquement dans la lutte anarchiste, au-delà des frontières.



C'EST LA FAUTE AUX ANARS

Février 2014 - Espagne

« Écoute, je viens chanter pour ceux qui sont tombés, je ne donne pas de noms ni d'indices, je ne dis que compagnons ... et je chante pour les autres, ceux qui sont vivants, et ont l'ennemi dans le viseur... »

Aux ami-e-s et compagnon-ne-s, connus et inconnus, qui embrassent les idées anarchistes, à ceux qui gardent la tête haute dans les prisons et ceux qui gardent vivante la lutte dans la rue. Une brève réflexion au sujet de la lutte anarchiste dans l'État espagnol.

Nous nous trouvons dans une situation politique et sociale curieuse. D'un côté ETA dépose les armes. Le GRAPO [Groupes de résistance antifasciste du premier octobre] est désarticulé et le fondamentalisme islamique perd de sa présence médiatique dans cette partie du globe. Parallèlement la crise sociale liée à la soi-disant crise économique (et nous disons soi-disant parce que le capitalisme est en lui-même une crise constante et parce que pour ceux d'en bas c'est l'état perpétuel dans lequel nous nous trouvons) semble s'intensifier. De nouvelles éclosions de protestations et même d'émeutes apparaissent à différents endroits et milieux sociaux de la péninsule et l'État va se trouver sans ennemi interne à qui imputer les fautes, vu que le faire sur le « peuple », en faveur de qui tout le monde dit agir, ne semble pas être le plus approprié. Le fantasme anarchiste surgit alors, comme un diable interne sur le dos de qui l'on met tous les débordements des manifs, toutes les intensifications des luttes. Pour les désactiver l'État ne peut se permettre le luxe de réprimer brutalement la population ni d'insinuer que celle-ci a quelque chose à voir là-dedans. C'est pour cela qu'il doit isoler et calomnier

toute tentative de rébellion, pour la rendre antipathique au commun des mortels, afin que ces épisodes et exemples ne se propagent pas. Ainsi depuis quelque temps ceux qu'il faut affronter, ceux qui mènent les pauvres gens sur le chemin de la violence et de la déraison, et qui en plus posent des bombes et brûlent des églises, ce sont les anarchistes (ce qui n'est pas non plus faux). Un éther, quelque chose sans corps défini mais qu'on essaie de structurer suffisamment pour qu'il puisse être catalogué comme groupe terroriste, mais pas au point qu'il lui reste en son sein une lueur de rébellion.

On a pu apprécier au cours de l'année dernière l'apparition récurrente dans la presse d'articles qui font référence à l'essor de l'activité violente anarchiste dans la péninsule. De comment la puissance et la fréquence des attaques ont augmenté, de comment sont financés depuis ici des milieux anarchistes à l'étranger et de comment des compagnons anarchistes italiens ou grecs viennent enseigner aux autochtones l'art de la guerre sociale, pour prendre quelques exemples. Les rapports publics des flics vont dans le même sens, mettant en garde contre la dangerosité que les luttes anarchistes sont en train d'acquérir, en faisant l'une de leurs principales inquiétudes. Et même s'ils ont l'habitude de dire d'innombrables aberrations, avec l'intention de criminaliser et de réprimer, il est vrai que notre ambition est d'être leur pire menace. Mais de notre propre mérite. Nous connaissons bien le langage du Pouvoir. Ses doigts accusateurs nous pointent et nous ne sommes pas innocents. Nous ne voulons pas être innocents. Nous sommes anarchistes. Et en portant notre anarchisme nous voulons inspirer la passion, la solidarité et la révolte.

Le grand triomphe des idées anarchistes peut se comprendre lorsque nous voyons qu'elles n'ont jamais disparu malgré les efforts de tous les États, leur répression, l'emprisonnement, l'isolement et le harcèlement contre de nombreux compagnon-ne-s à travers le monde. Où que l'on cherche, il y a des compagnons anarchistes, les éléments agitateurs, les actions et tous les résultats concrets de la lutte contre le Pouvoir sont toujours là, fermes et intransigeants. L'erreur des appareils répressifs consiste à croire qu'un ordre judiciaire, des enquêtes policières tordues, l'emprisonnement de certains, les montages (c'est quoi leur justice si ce n'est un gros montage absurde), les conneries de la presse cherchant à maintenir son gagne-pain basé sur le mensonge, serviront à vaincre l'idée et le combat pour la liberté, des chemins de lutte, le sens de nos vies, lorsque nous ne nous sommes jamais sentis esclaves. C'est l'idée même des anarchistes qu'ils ne pourront jamais récupérer ni racketter. Il n'est pas possible d'en finir avec tout cela.

C'est précisément ce en quoi consiste la gêne que nous représentons pour le Pouvoir. Où que l'on cherche, nous le disons une fois de plus, se trouve la main tendue du compagnon, la solidarité vive, la complicité contre ce monde dégouttant, oppressant, carcéral, la certitude que notre potentiel est inépuisable. Nous n'admettons aucune autorité, nous ne recevons aucun ordre, le mercenaire juge, le mercenaire policier, le mercenaire journaliste sera demain substitué par un autre. Il ne détient rien de

plus que l'ordre de maintenir cette fausse paix sociale, c'est son boulot, ce sont des êtres pourris qui réaffirment ce système pourri, c'est là qu'ils sont, toujours en train d'essayer de faire leur devoir. Nous ne nous plaignons pas, nous savons comment tout cela fonctionne. Ce n'est donc pas compatible avec notre manière d'agir, le victimisme qui réclame moins de dureté, nous le laissons à ceux qui font confiance aux maîtres, à ceux qui sont à l'aise dans les petits espaces que cède la démocratie à la protestation dans son besoin de consensus. Nous ne sommes pas dissidents, pour l'être nous aurions dû d'abord adhérer ou soutenir le Système. Nous remettons en question tout ce qui compose chaque aspect de ce misérable monde, un chemin difficile et ardu mais satisfaisant et surtout un chemin que personne ne nous arrachera. Depuis 1906 où l'anarchiste Mateo Morral offrait un bouquet de fleur avec du nitrobenzène au cortège monarchique espagnol, jusqu'à nos jours, les choses ont changé mais nous sommes toujours debout. Nous nous solidarisons avec la compagne Sol, enfermée dans les prisons de l'État chilien, nous nous souvenons avec un amour acrate de Gabriel Pombo da Silva, Marco Camenisch, nous n'oublions jamais les compagnons morts en action Mauricio Morales, Lambros Foundas et Sebastián Oversluij, ni ceux mis en cause et poursuivis, et bien sûr, ces mots et la suite de la lutte vont aussi vers vous, Mónica Caballero et Francisco Solar.

Salut et Anarchie



S'ILS TOUCHENT À L'UN D'ENTRE NOUS... SOLIDARITÉ AVEC MÓNICA ET FRANCISCO

Janvier 2014 - Espagne

Il y a déjà quatre mois que Mónica et Francisco ont été arrêté-es, avec 3 autres compagnon-nes, et mis-es à l'isolement. Ils ont ensuite été placé-es en détention provisoire, en dur régime FIES, tandis que les autres étaient remis-es en liberté provisoire (avec obligation de signer une fois par semaine) dans l'attente du jugement et avec les mêmes charges.

Beaucoup de compagnon-nes de différents endroits nous ont fait part de l'atmosphère de « secret » qui semble être perçue quant à la situation des compagnon-es, commentant de plus qu'il aurait fallu se prononcer sur le cas en lui-même et le battage médiatique lié aux arrestations. Il est certain, comme nous ne le savons que trop bien, qu'il y a bien peu de contrepoids à apporter contre la propagande du régime et des idéologues, c'est à dire contre la presse ; on peut la mettre en évidence, voir comment elle tisse ses filets, et comment, main dans la main avec l'Etat, elle ouvre un créneau pour l'ennemi intérieur du moment : les islamistes, les indépendantistes galiciens, les animalistes accusés d'ouvrir plus de cages qu'ils ne devraient, les anarchistes ... Ceux qui refusent de passer par l'orthodoxie du clergé supposé les représenter correctement (c'est à dire démocratiquement, légalement, etc) rempliront le vide laissé par ETA, en tant qu'ennemi intérieur alimentant tout un arsenal bureaucratique, répressif et judiciaire, que l'on appelle l'antiterrorisme (une institution en soi qui refuse de disparaître et doit donc démontrer qu'elle est à la fois nécessaire et efficace), rempliront les cellules et les pages de la presse, rempliront l'espace qui pourrait exister pour d'autres préoccupations dans la tête des lecteurs ; peu importent les expulsions, que des millions de personnes ne puissent plus se débrouiller -y compris à travers les canaux de l'esclavage salarié-, que les politiciens se remplissent

les poches et se foutent de notre gueule. Ils brandissent des fantasmes très dangereux, dont il faudrait vraiment avoir peur : les immigrants, les terroristes, etc.

Celles et ceux qui ont vu les informations au moment des arrestations se souviendront de toute la charge xénophobe avec laquelle ces souffleurs de l'existant, les journalistes et idéologues du régime, ont qualifié nos compagnon-nes. Les intentions sont évidentes : créer de faux mythes. Ils nous parlent du "triangle méditerranéen", de "gens venus d'ailleurs", de ces "étrangers et étrangères qui viennent faire le mal", de "méchants anarchistes venus de l'extérieur" et d' "anarchistes grecs et italiens qui viennent instruire celles et ceux d'ici", etc. Ces « experts » du mensonge sont incapables de reconnaître qu'il existe dans l'Etat espagnol une longue tradition -pour l'appeler d'une manière ou d'une autre- anarchiste, grande, diverse et fluctuante, mais presque aussi ancienne que l'anarchisme même : des luttes des libertaires andalous, des échos de la propagande par le fait, de la Semaine Tragique de 1909, la Révolution de 1936, la guérilla antifranquiste, les millions de personnes dans la Barcelone libertaire de 1977, l'anarcho-syndicalisme, autant de moments et d'événements qui démontrent qu'ici identification avec les idées et les pratiques acrates n'a rien de nouveau.

Pour ce qui est de l'enquête contre nos compagnon-nes arrêté-es, elle est close, ce qui n'empêche pas que de nouvelles preuves puissent apparaître du jour au lendemain. Nous savons aussi qu'une autre enquête est ouverte qui cherche apparemment à créer une organisation anarchiste internationale, avec un fort harcèlement contre différent-es compagnon-nes. Nous n'avons aucune idée d'où viendra la surprise, dans la mesure où nous avons vu au cours des derniers mois que la capacité in-

ventive policière connaît peu de limites. Nous ne savons pas non plus si les dernières arrestations en Galice font partie de ces manigances. Nous ne nions pas l'existence de "relations internationales", ni que les anarchistes bougent -comme d'autres personnes- dans un monde qui t'oblige en grande partie à te bouger, même si tu n'en a pas envie ; nous sommes aussi à la recherche de complicités, nous n'allons pas nier l'évidence, en revanche nous refusons franchement de reconnaître l'existence de cette organisation structurée fictive que la police et les juges se plaisent à imaginer. Une fois de plus, ils tentent de trouver des éléments qui cadrent avec leurs théories, même si leur figure géométrique nécessite de déformer et d'ajouter des angles. Ce que nous avons vu de nos propres yeux, c'est la collaboration (ou la *simple comédie*) entre les polices et les autorités chiliennes, espagnoles et italiennes, nous avons vu leurs conférences de presse, leurs serrements de mains et leurs éloges mutuels, et cela nous a dégouté-es. La seule organisation terroriste internationale que nous connaissons, c'est celle des Etats et de leurs institutions.

Dans l'héritage que nous ont laissé la religion et la laïcisation de concepts, au-delà de la religion elle-même, les notions de culpabilité et de châtement sont les plus profondément enracinées. "*Si ce n'est pas eux, pourquoi ne le disent-ils pas ?*" demandent quelques voix ingénues. D'autres, moins ingénues, parlent du fait précis, dont sont accusé-es les compagnon-nes pour leur refuser la solidarité. Ces deux attitudes pointent un doigt accusateur et policier, "consciemment ou pas" (nos mères disaient déjà que c'est une *mauvaise habitude* de montrer quelqu'un du doigt). Toutes les actions sont discutables, y compris celle dont les compagnon-nes sont poursuivies, mais cela doit être fait entre nous, entre compagnon-nes, de manière sérieuse, consciente et pour en tirer des conclusions qui favorisent la continuité de la lutte. Le *broyage* médiatique a eu d'emblée pour but de miner le possible chemin de la solidarité, pour créer une faille et un vide, pour séparer. Le vide que génère l'absence de solidarité est plus dur que les panneaux de bétons qui composent les prisons. Malheureusement, ils ont en partie trouvé un terrain que nous avons entretenu nous mêmes : de nouveau les bons et les méchants anarchistes, les insus et les sociaux, les culturels et ceux d'action, et un long etc. qui s'appuie sur une fausse séparation, une fausse dichotomie provenant selon nous d'une analyse simpliste et superficielle, qui fait s'affronter les différents fronts de la lutte anarchiste.

La presse et la police ont lancé des messages clairs à ce sujet : "*Si vous osez tenter de subvertir l'ordre établi, nous vous enfermerons, nous publierons vos visages et vos noms (1), et nous vous traiterons comme il se doit, comme des terroristes*", "*si vous vous solidarisez avec celles et ceux qui font ce genre de choses ou sont accusées de le faire, vous serez aussi traité-es en terroristes*", etc. Et comme avec un père sévère, la main menaçante s'avère finalement plus efficace que le coup lui-même. Et si nous apprenions à affronter le coup pour qu'il nous nuise le moins possible ?

Si nous refusons de nous solidariser avec celles et ceux dont les accusations ne nous conviennent pas, c'est-à-dire avec celles et ceux dont nous ne partageons pas les actions dont ils sont accusé-es, nous légitimons la voix de l'Etat et, en confirmant ses accusations, nous entrons sur un terrain qui n'est pas le nôtre, mais celui de nos bourreaux. Au delà de ce que nous pensons des faits, nous sommes convaincu-es que la solidarité ne doit jamais être envisagée d'un point de vue moral, d'ailleurs très influencé par les médias, et à l'inverse nous ne pensons pas non plus que la validité de n'importe quelle action doive être mesurée à l'aune d'un code pénal et selon la dureté possible d'une condamnation. Nous laissons les lois et la morale (qui génère aussi implicitement les lois) aux juges, aux curés et aux journalistes pleurnichards, à celles et ceux qui ont peur d'eux-mêmes. Et de la rage des opprimé-es.

La communication directe avec nos compagnon-es incarcéré-es a été difficile dès le début. Nous savons qu'ils sont plein-es de force et de courage. Ils reçoivent des lettres (quelques-unes tardent beaucoup à arriver) et ne peuvent en envoyer que deux par semaine, dont une pour communiquer entre eux. Francisco a des parloirs, mais cela fait des semaines qu'il ne voit pas d'autres prisonniers, car ils l'ont laissé seul dans la division. Il y a quelques jours, ils lui ont notifié l'application de l'article 10 (FIES 1), et son transfert pour Córdoba. Après avoir été placée en observation, seule dans les quartier des arrivantes et sans régime végétarien, Mònica se trouve à présent à Brieva (Ávila) également sous article 10, dans un bâtiment avec 4 prisonnières politiques et 8 de droit commun. Bien qu'elle n'ait pas encore de parloirs (puisqu'il faut refaire les démarches bureaucratiques à chaque transfert), elle peut passer quelques coups de téléphone.

Les arrestations et l'incarcération ont fait resurgir quelques questions : comment exprimer la solidarité ?, comment faire en sorte que ce ne soit pas seulement les personnes les plus proches des détenu-es et des inculpé-es qui doivent tout prendre en charge ?, que signifie le FIES pour les prisonnier-es anarchistes et que pouvons nous faire ?, comment ne pas céder au chantage de la prison et de son ombre ?

Nous avons ouvert un mail à partir duquel peuvent écrire celles et ceux qui veulent suivre les informations sur la situation de Mónica et Francisco. Nous sommes aussi en train de collecter de l'argent pour les dépenses actuelles et à venir, puisqu'ils devront sûrement faire toute la préventive jusqu'au procès et nous savons toutes et tous les coûts que cela suppose. Pour les questions, contributions, critiques : solidaridadylucha@riseup.net

Nous ne laisserons personne seul. *S'ils touchent l'un-e d'entre nous, ils nous touchent tou-tes* comme l'affirme une phrase que nous adorons gueuler. Voyons si nous pouvons la mettre en pratique.

Liberté et solidarité !

1. N'oublions pas qu'il font la même chose tous les jours dans la presse avec d'autres et qu'au final si nous y sommes attentifs lorsque ces faits nous concernent et que cela nous affecte, les autres oublient vite en passant à des nouvelles plus fraîches.



GAMONAL CONTRE LE BOULEVARD

Janvier 2014 - Espagne

[Le quartier de Gamonal est une zone périphérique de la ville de Burgos construit, comme beaucoup d'autres sous le franquisme, à l'arrache pour entasser les familles ouvrières venues de l'exode rural pour faire marcher l'industrie. Cela a toujours été un quartier conflictuel et les luttes les plus récentes ont concerné la restructuration urbaine comme par exemple en 2005 lors de la construction du parking de Eladio Perlado. Cette fois c'est le projet pharaonique d'un boulevard qui a mis le feu aux poudres. Chronique faite à partir des infos de Diario de Vurgos.]

Samedi 11 janvier

Depuis mercredi dernier, la rue Vitoria, une des artères principales reliant Gamonal au centre de Burgos est fermée pour cause de début des travaux du boulevard annoncés par la mairie. Cela fait déjà des mois que les habitant-es du quartier manifestent leur rejet de ces nouveaux travaux, tandis que le conseil municipal faisait la sourde oreille.

Au petit matin du vendredi, les habitant-es du quartier de Gamonal ont diffusé l'information et relayé l'appel au rassemblement prévu à 5h du soir. Celui-ci a été attaqué par la police, ce qui a eu pour effet que d'autres habitant-es sortent pour rejoindre la protestation.

Le nombre de personnes a augmenté tout au long de la soirée et elles sont restées devant le chantier jusque vers 22h, aux cris de « *Gamonal ne veut pas de boulevard* ». A ce moment, une voiture de la police nationale a

foncé à vive allure sur les personnes présentes, déchaînant une pluie d'objets. Les unités de la UPR ont commencé à charger en tirant des balles en caoutchouc, ce à quoi il a été répondu par de nombreuses barricades pour empêcher l'avance des charges. Une bataille rangée a duré jusqu'à une heure avancée du petit matin.

Pendant ce temps, des habitant-es qui observaient ce qui se passait de leurs maisons sont sorti-es sur les balcons en frappant sur des casseroles en soutien au quartier de Gamonal.

Dimanche 12 janvier

Pour la deuxième nuit consécutive, Gamonal a été la scène d'affrontements intenses entre habitant-es et forces de police. La supposée normalité que proclamait le conseil municipal par ses canaux habituels n'a été que le prélude d'une nouvelle nuit au cours de laquelle les habitant-es du quartier, jeunes ou moins jeunes, ont repris les rues pour manifester leur refus d'un projet spéculatif sans autre intérêt que le bénéfice qu'en retirent les entreprises en bâtiment. Face à la vague d'arrestations indiscriminées qui se sont succédées à Gamonal, le mouvement assembléaire de quartier convoque des rassemblements.

La manifestation en solidarité avec les 17 personnes arrêtées dans les protestations contre le boulevard, est partie du chantier, à la fin d'une assemblée au cours de laquelle a été évalué comment continuer les actions de protestation contre les travaux. Mégaphone en main,

plusieurs habitant-es ont exprimé la nécessité de continuer à montrer le rejet de la spéculation urbaine et à démontrer la solidarité nécessaire avec les personnes arrêtées dans la nuit du vendredi au samedi.

Des milliers de personnes ont parcouru les rues de Gamonal jusqu'à arriver aux portes du commissariat, où elles ont exprimé leur solidarité avec les arrêtés et leur refus du boulevard. Les manifestant-es sont ensuite revenu-es dans le quartier où la tension n'a cessé de monter, juste dans la zone de la rue Vitoria, populairement connue comme la Zone Zero. Après que différentes agences bancaires aient été attaquées, les anti-émeutes venus d'autres localités ont lancé une forte charge qui a encore ravivé les affrontements et a contribué à ce qu'ils s'étendent dans presque tout le quartier.

A partir de ce moment, le chaos s'est emparé de Gamonal. Pierres et balles en caoutchouc se croisaient dans une bataille d'une plus grande intensité encore que la nuit précédente. Face à la dispersion des manifestant-es, la police anti-émeute a lancé une véritable chasse à base de coups, entrant dans des établissements publics et même dans des halls d'entrée. Les médias partisans de la construction du boulevard parlent de plusieurs agents blessés au cours des affrontements. Comme d'habitude, ils ne disent rien des centaines d'habitant-es blessé-es par les matraques et les balles en caoutchouc. Le bilan répressif de la nuit de samedi se solde avec 23 personnes arrêtées.

Les faits de la nuit dernière transmettent un message clair qui ne semble être compris ni des bureaux du conseil municipal, ni de ceux des constructeurs : le conflit du quartier continuera tant que se poursuivront les travaux du boulevard.

Lundi 13 janvier

Des habitant-es combattifs parviennent à arrêter les travaux dès 6:30 du matin, en empêchant les machines d'entrer et de poursuivre cette grande œuvre spéculative des entreprises de construction de la ville et de leurs acolytes les politiciens. Défiant le froid et en ne cessant de chanter, les habitant-es réuni-es en assemblée lancent un appel à rester en permanence dans la zone du chantier jusqu'à ce que les travaux soient arrêtés, que les détenus soient libérés et que la police sorte du quartier.

Des jeunes étudiant-es convoquent une assemblée à 17h30 pour proposer une grève étudiante indéfinie pour les revendications antérieures. Tout le monde est aussi incité à venir à 19h à l'assemblée de quartier dans la zone occupée du chantier de la rue Vitoria. L'enthousiasme devient palpable à Gamonal, les ancien-nes et leurs enfants parlent de révolte et même de révolution sociale, de la nécessité d'étendre le conflit à tous les villages et toutes les villes, que cela puisse servir d'étincelle qui incendie ce grand foyer de rage contenue.

En assemblée, il a aussi été décidé de faciliter la circulation des habitant-es en enlevant les grilles des trottoirs et en rendant visibles les différents ancrages du sol pour qu'il n'y ait pas d'accidents et que tout le monde puisse approcher la zone zéro de résistance. Les gens ont décidé qu'on ne joue pas avec les habitant-es et de faire tout le nécessaire pour empêcher un ouvrage qui rapportera des millions de bénéfices toujours aux mêmes et qui ruine ceux d'en bas. C'est de cela qu'il s'agit : ceux d'en bas contre ceux d'en haut.

Mardi 14 janvier

Le lundi matin commence une nouvelle journée de lutte contre les travaux du boulevard. A partir de 6:30, un large groupe de personnes se sont rassemblées aux abords du chantier pour empêcher l'accès des machines, objectif qui est atteint.

Le rassemblement s'est maintenu tout au long de la journée avec les allées-venues des habitant-es du quartier. D'ailleurs leur nombre augmente aussi dans les assemblées.

A midi, une assemblée d'étudiant-es a eu lieu où a été décidé de convoquer une grève indéfinie de l'éducation jusqu'à la paralysation définitive des travaux ainsi que la liberté et la relaxe des arrêtés.

A 7h du soir, une nouvelle manifestation était appelée qui a rassemblé encore plus de personnes que les jours précédents. La manifestation s'est déplacé aux cris de « *Gamonal ne veut pas de boulevard* » et « *la rue est à Burgos, pas Burgos à Lacalle* » jusqu'au commissariat du CNP pour exiger la liberté et la relaxe des arrêtés. Elle s'est ensuite divisée en 2 blocs, une partie revenant à la populaire « zone zéro » du chantier, tandis que l'autre se dirigeait vers le bâtiment du *Grupo Promecal* (siège du *Diario de Burgos*, propriété de Antonio Miguel Méndez Pozo, dont l'entreprise de construction a d'énormes intérêts économiques à la réalisation du boulevard), comme la nuit précédente.

Ensuite, c'est un état de siège policier qui s'est abattu sur Gamonal, encerclant les sorties de la rue Vitoria. La baraque de chantier située sur l'une des rues latérales a alors été incendiée et des barricades ont de nouveau été montées avec le matériel du chantier pour barrer l'accès aux fourgons des anti-émeutes. Deux heures durant ils ont procédé à des arrestations.

Mardi 14 janvier

Tous les réseaux internet du *Grupo Promecal* sont hors-service, y compris *Diario de Burgos*. Ils ont subi une attaque de DdoS (Attaque par dénégation de service) en solidarité avec les protestations à Gamonal.

La résistance des habitant-es contre la construction du

Boulevard continue et ils se rassemblent joyeusement et de manière combative depuis ce matin dans la zone du chantier. La lutte continue à s'étendre et des nouvelles arrivent d'appels à des protestations solidaires dans toute la péninsule.

A midi l'assemblée a eu lieu dans une ambiance enthousiaste. On a rappelé l'importance de poursuivre la lutte jusqu'au bout, maintenant plus que jamais pour les arrêtés et les deux personnes qui ont été mises en prison. Des fonds sont récoltés pour payer les cautions.

A 19h nouvelle manifestation du chantier jusqu'au commissariat pour que les arrêtés nous entendent, puis à Promecal-Diario du cacique et retour dans le quartier. On a aussi commenté comment dans la nuit la police a arrêté d'autres personnes dans une chasse aux sorcières et par le tabassage.

Malgré la conférence de presse d'il y a quelques jours où le conseil municipal de Burgos réitérait sa volonté de continuer les travaux du boulevard qui ont provoqué cinq jours consécutifs d'intense protestation, lors de sa dernière apparition publique Javier Lacalle a annoncé la suspension des travaux pour une période entre 15 et 20 jours.

Pourtant, la présence continuelle d'effectifs d'anti-émeutes qui s'abattent sur le quartier ne fait qu'aviver les doutes sur ce qui ne peut être qu'une manœuvre de diversion de la part de la mairie afin de désamorcer la conflictualité. Des milliers de personnes continuent à manifester et la tension croît pour éviter que ce qui semble être une victoire se transforme en mirage.

Mercredi 15 janvier

Des milliers de personnes, plus que hier et qu'avant-hier, reviennent dans les rues, aujourd'hui mardi, en manifestant du chantier au commissariat pour exiger la liberté sans charges des arrêtés, puis au siège du journal du cacique pour finir dans le quartier.

Personne ne croit les paroles d'un farceur et d'une crapule comme le maire de Burgos, qui a pour unique intention de démobiliser la lutte et de mettre fin à la révolte pour pouvoir faire les travaux. Nous les avons arrêtés grâce à la mobilisation de tout un quartier. Conscient-es de cela toutes les mobilisations sont maintenues. La grève indéfinie des étudiant-es continue jusqu'à ce que les travaux soient arrêtés définitivement, la liberté sans charges de tous les arrêtés et que la police quitte la ville.

Des fourgons d'anti-émeutes sont entrés dans la zone du chantier clairement pour provoquer les gens en train de manifester. Malgré tout, les manifestant-es ont réussi à

réoccuper la zone en encerclant les fourgons. Pendant plusieurs heures, il y a eu des moments d'intense tension au milieu des cris et des chants pour exiger que les anti-émeutes partent de la ville.

L'assemblée de midi du mercredi a été animée et a convoqué une grande manifestation pour ce soir à 19h qui ira jusqu'au commissariat comme d'habitude. Au début la commission anti-répressive a pris la parole. Elle s'efforce de se mettre en contact avec les arrêtés et les proches des prisonniers, pour pouvoir réunir l'argent destiné à faire sortir les camarades. Ce matin la juge du tribunal n° 3 de Burgos a envoyé en prison quatre compañeros avec une caution de 3000 euros. Ils sont accusés de troubles à l'ordre public dans la nuit de lundi. A cela il faut ajouter les deux compañeros mis en prison avec la même caution et qui ont été arrêtés dans la nuit de dimanche.

Ensuite, les gens ont parlé de la nécessité de poursuivre la lutte sur tous les fronts de notre vie. La lutte contre le Boulevard a été une petite goutte qui a fait déborder le vase, de ras-le-bol, qui a mis sur la table la nécessité de s'auto-organiser pour se défendre contre la précarité sous toutes ses formes, commencer un processus de création de communauté de lutte en ouvrant des espaces de rencontre pour nous connaître et affronter les problèmes ensemble.

Mercredi 15 janvier / Vendredi 17 janvier

Bien que les travaux du boulevard dans la rue Vitoria de ce quartier de Burgos aient été abandonnés (mais où 46 personnes sont sous contrôle judiciaire en attente de jugement - dont trois sorties la veille de préventive sous caution de 3000 euros chacun - suite aux trois nuits d'émeute), des marches de protestation ont eu lieu dans les principales villes de tout le pays.

A Barcelone, le parcours a été émaillé d'incidents avec des poubelles brûlées, des agences bancaires et différents bâtiments administratifs pétés. Arrivés sur La Rambla, une centaine de manifestants a attaqué le commissariat de la Guardia Urbana en lançant bouteilles, pots de fleurs, tables et chaises sur la dizaine d'agents censés le protéger. Ceux-ci ont dû trouver refuge à l'intérieur. Cinq policiers ont été blessés et six véhicules endommagés.

Des manifestations se sont aussi déroulées à Saragosse (plusieurs vitrines brisées et poubelles cramées), Madrid (plusieurs banques et magasins aux vitrines brisées), Burgos (3000 personnes), Alicante, Valence ou Santander, parfois ponctuées d'affrontements.



LETTRE DE TROIS COMPAGNONS INCARCÉRÉS SUITE À L'ATTAQUE DU CHANTIER DU TAV

Janvier 2014 - Italie

Le texte suivant a été écrit par Niccolò, Mattia et Claudio, arrêtés le 9 décembre dernier en même temps que Chiara. Les trois compagnons, bien qu'isolés du reste des détenus, avaient la possibilité de se voir quotidiennement (Claudio et Niccolò partageaient la même cellule et voyaient Mattia pendant les heures de promenade et de socialité). Niccolò a été transféré à Alessandria fin janvier et Claudio à Ferrara. Par contre, Chiara était dans un isolement presque absolu depuis plus d'un mois, puisque dans la section où elle se trouvait il n'y avait pas d'autres prisonnières en régime de Haute Surveillance. Chiara a été transférée à Rome fin janvier. La censure à laquelle est soumise toute leur correspondance provoque de considérables retards du courrier entrant comme sortant, c'est pourquoi il n'a été possible de rendre public ce texte seulement après presque un mois.

Le 14 janvier, le Tribunal du Riesame [chargé de décider des mesures préventives, NdT] a rejeté toutes les demandes de la défense, y compris celle de supprimer les délits et circonstances aggravantes de terrorisme. Dans la salle, les procureurs Padalino et Rinaudo ont répété que la nature terroriste des faits dont sont accusés les compagnons n'était pas déterminée par les modalités plus ou moins violentes de l'action contre le chantier en mai dernier, mais par le contexte global dans lequel elle s'insère : l'opposition à la réalisation de la ligne Turin-Lyon. Ce qui préoccupe réellement le parquet de Turin et tout le Parti du TAV, c'est la lutte désormais vicennale contre le train à grande vitesse, la tentative de concrétiser ce Non autour duquel le mouvement s'est développé.

Il est seulement 16h et le soleil est en train de se coucher derrière l'imposant incinérateur métallique, tandis qu'au loin on entrevoit les premières montagnes de la vallée, et l'imagination complète les contours dessinés du Mont Musiné. Nous sommes enfermés ici depuis dix jours mais nos pensées voyagent encore loin...

Que le parquet de Turin était en train de préparer quelque chose de gros, même les rochers le savaient. Cela se voyait à l'augmentation des plaintes contre le mouvement, mais surtout à l'intense travail de propagande par lequel les enquêteurs, mass-médias et politiciens ont cherché à faire passer la résistance No TAV dans l'ombre de ce mot magique qui permet tout : « terrorisme ». Pendant des mois entiers ils n'ont parlé que de ça, dans un mantra répété de manière obsessionnelle et destiné à justifier une répression féroce.

Au final, ils ont pris quelques uns des nombreux épisodes de lutte de cet été sur lesquels cette imagination suggestive pouvait prendre, et ils les ont déformés et pliés à leur vision du monde faite de militaires et de paramilitaires, de hiérarchie, de contrôle et de violence aveugle.

C'est comme ça qu'ils ont fait pour justifier les perquisitions de fin juillet, et c'est comme ça qu'ils font maintenant pour justifier nos arrestations.

Mais il y a un gouffre entre ce qu'ils veulent voir de nous et ce que nous sommes réellement.

Cela ne nous intéresse pas de savoir qui, cette nuit-là de mai, s'est effectivement aventuré dans la forêt de la val-

lée Clarea pour saboter le chantier -- et cela n'intéresse probablement pas non plus les enquêteurs eux-mêmes. Ce qu'ils veulent, c'est avoir aujourd'hui quelqu'un entre les mains pour faire peser la menace d'années de prison sur le mouvement et sur la résistance active, pour arriver tranquillement et sans être dérangés à l'ouverture du chantier de Susa [un autre chantier que celui déjà existant, NdT].

Ils veulent que les gens restent à la maison pour regarder de leur balcon le projet avancer.

Pourtant, ces gens ont déjà les instruments pour s'y opposer : nous avons appris à bloquer quand tous ensemble on criait « No pasaran », à passer à coups de masse quand le béton des jersey [clôtures en béton, NdT] nous barrait la route ; nous avons appris à regarder loin quand l'horizon se remplissait de gaz et à relever la tête quand tout semblait perdu.

Ce n'est pas la terreur qu'ils sèment à pleines mains qui ruinera les futures récoltes de cette longue lutte.

Il faudra continuer à construire des lieux et des moments de confrontation pour échanger des idées et des informations, pour lancer des propositions et être prêts à retourner dans la rue ou au milieu des bois.

C'est le soir à la Valette [prison dans laquelle les compagnons sont incarcérés, NdT], mais à part l'obscurité il n'y a pas une grande différence avec le matin, puisque le blindage de la cellule reste fermé vingt-quatre heures sur vingt-quatre : haute sécurité !

Par rapport aux quartier des arrivants, c'est beaucoup plus calme et propre, mais l'absence de contact humain nous affaiblit.

La pagaille des blocs B, C ou F (à part l'isolement auquel est contrainte Chiara) est un grouillement d'histoires et d'expériences de vie avec lesquelles se mélanger, dans lesquelles trouver de la complicité et de la solidarité. Déjà le mois dernier, Niccolò, déjà arrêté fin octobre pour une autre affaire, a pu constater que le retentissement de la lutte contre le TAV parvient jusqu'à l'intérieur des prisons, et que pour beaucoup il représente le courage de ceux qui ont cessé de subir les décisions d'un État oppresseur.

Pour nous, contraints à l'isolement dans une section aseptisée, il est d'une importance vitale de refuser la ségrégation et la séparation entre détenus : nous sommes tous « communs ».

C'est aussi pour ces raisons que ce serait bon qu'un raisonnement et un parcours sur et contre la prison se développent à l'intérieur du mouvement.

La majorité des gardiens des Valette vit là, dans des grands immeubles à l'intérieur des murs, eux ne seront jamais libérés de la prison.

Bien que dans cette section ils nous traitent poliment, ils n'hésiteront pas à faire des rapports sur ordre d'un supérieur quand nous déciderons de lutter pour un motif ou un autre.

Alors, avec les souvenirs qui nous gardons serrés contre nous, nous tourmenterons ces « porte-clés » pour la petitesse de leurs horizons.

« N'avez-vous jamais vu la mer se frayer un chemin dans les bois lors d'un bel après-midi de juillet, s'élançant et avancer contre les grillages d'un chantier ? »

« N'avez-vous jamais senti la chaleur humaine de tout âge se souder côte à côte pendant que les boucliers avancent, l'asphalte de l'autoroute devenir liquide et l'arrière se remplir de fumée ? »

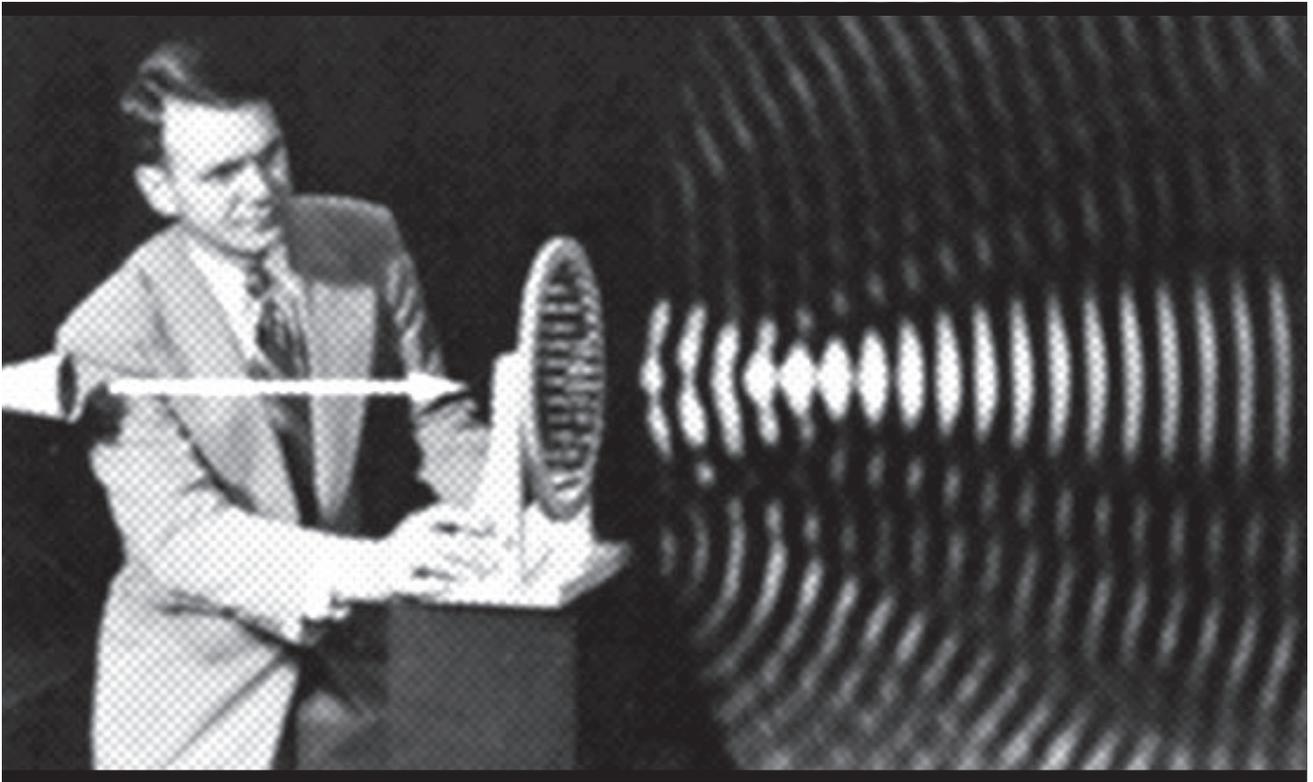
« N'avez-vous jamais vu un serpent sans queue ni tête ou une pluie d'étoiles au cœur d'une nuit de milieu d'été ? »

Nous si, et ça ne nous rassasie encore pas.

Le route est longue, il y aura des moments exaltants et des raclées retentissantes, il y aura des pas en avant et d'autres en arrière, nous apprendrons de nos erreurs.

Pour le moment, nous regardons notre prison dans les yeux et ce n'est pas facile, mais si « le Val Susa n'a pas peur » [« La Valsusa paura non ne ha », slogan de la lutte contre le TAV, NdT], nous, nous ne pouvons certainement pas en faire moins.

/ Niccolò Claudio Mattia /



FAITS ET DÉFAITS

Finimondo - Janvier 2014 - Italie

Comme le disait un intellectuel dépourvu de tout virus subversif, « les actualités *sont* les événements, et les événements *n'existent* pas sans les actualités. Une information serait donc ce qu'une agence de presse écrit sur un fait réel et/ou inventé, parce qu'un fait en soi ne devient tel qu'à travers l'information qui le met au jour et acquiert l'importance précise que l'information - littéralement - lui *donne*. On peut en déduire que sans agence de presse, il n'y aurait plus d'informations : pour l'homme de la rue rien n'arriverait plus dans le monde... Sur la terre, chaque seconde dans un même moment théoriquement simultané, se produisent pourtant un nombre immense de naissances et de morts, de projets et de défaites, d'actions et d'inventions, de discours et de prises de conscience, de décisions et d'accidents : mais pour le public, leur valeur de "faits" dépend de ce que décident les agences. Dans l'infini fatras de ce qui arrive (ou n'arrive pas) dans le monde, la presse choisit jour et nuit un nombre restreint de thèmes, les manipule, les dramatise et, en vertu d'un accord tacite, les pose à l'attention des peuples et de leurs dirigeants... L'irréalité de notre siècle dépend du fait que la « réalité » à laquelle chacun de nous croit chaque matin est uniquement construite par la presse et par la radio, et souvent uniquement pour leur propre usage ».

Plus d'un demi-siècle est passé depuis que ces lignes ont été écrites, et leur véracité saute malheureusement

aux yeux, tant il est facile aujourd'hui de deviner l'avancée énorme accomplie par les mass médias en matière de *fabrication des faits*. Grâce aux nouvelles technologies, la production contemporaine de la réalité a pris une rapidité et une profondeur inimaginables il y a seulement quelques années. Dans un certain sens, celui qui crée les faits détermine la vie quotidienne. Il réussit non seulement à réguler le vote des électeurs, la politique du parlement et les cotations en bourse. Mais aussi nos états d'âme, nos préoccupations, et donc en fin de compte jusque nos propres actions. Parce que la plus grande partie de nos décisions se basent sur les faits qui nous sont reportés ou administrés, c'est-à-dire sur une réalité qui réussit à déplacer l'attention, à modifier les goûts, à imprimer des comportements.

Jusqu'à quel point les êtres humains ressemblent-ils à ces oiseaux capturés par les braconniers, attirés par un appeau à l'intérieur d'un massif floral cerné de filets destinés à capturer les volatiles ? Les citoyens ne balancent-ils pas en permanence entre droite et gauche, et les consommateurs entre coca et peps. Et nous, nous tous, qui couvons dans notre cœur des désirs subversifs, sommes-nous vraiment différents ? Ne sommes-nous pas aussi à la poursuite continue d'une réalité dans laquelle les événements n'existent que sous forme d'infos ? Ne remplissons-nous pas nos agendas de rendez-vous basés sur un appel extérieur ?

Laissons ici tomber les rassemblements et autres « en réponse à », et limitons nous à l'exemple des actions directes. Quelles sont celles qui se produisent ? Celles qui sont matériellement accomplies par ceux qui ont décidé d'attaquer ce monde ici et maintenant, ou celles qui sont rendues publiques par les mass medias et/ou par les moyens de contre-information ? En théorie, ce n'est pas la même chose, mais en pratique si. Une action qui n'est pas rendue publique, dont l'écho ne parvient pas aux oreilles d'autres personnes, est pour beaucoup comme si elle ne s'était jamais produite. Elle a un sens pour l'ennemi, mais pas pour l'ami ou pour le compagnon. Et cela l'ennemi le sait, il en est parfaitement conscient, et c'est pourquoi depuis des années il a décidé de reprendre et d'adopter la leçon mussolinienne en la matière : invisibiliser le plus possible tout acte de révolte, en le passant entièrement sous silence, ou l'attribuer à d'autres causes (problèmes techniques, rackets mafieux, etc.). Face à un silence qui empêche l'événement d'exister parce qu'il n'est pas élevé au rang d'info, que faire ? Le chemin le plus simple est de répondre à l'appel du spectacle, de pénétrer dans son massif floral en choisissant un logo et en diffusant de véritables communiqués de presse sous forme de revendications retentissantes. Dans ce cas, l'info est tellement assurée d'exister que dans un certain sens, elle rend même l'action superflue. Aujourd'hui, il suffit de tracer sur un mur un tag menaçant, signé avec le bon logo, pour le retrouver balancé en Une avec grand bruit.

A l'inverse, ceux qui se méfient des sirènes médiatiques sont pour leur part contraints à défier un oubli qui

peut être démoralisant à la longue, ou bien recourir aux moyens de contre-information. Mais dans ce cas, deux sortes de problèmes se posent immédiatement.

Le premier est que la communication prolonge le risque de l'action, ce que tous ne sont pas disposés à accepter. Le second est qu'il n'existe aujourd'hui pas de moyens de contre-information dans lesquels tous peuvent se reconnaître. Internet offre par exemple de nombreuses possibilités ; mais un certain nombre de compagnons ne sont en rien disposés à confier l'expression de leur rage réelle à un instrument aussi virtuel. Quant aux publications sur papier, elles ont presque entièrement disparu, et les rares qui continuent de circuler (prétention embarrassante et instrumentale mise à part) ne représentent que ceux qui les font, et quelques-uns parmi ceux qui font semblant de les lire.

Le résultat de tout cela est que les actions directes qui existent aujourd'hui (celles qui sont connues) sont, à notre avis, numériquement bien inférieures à celles qui sont effectivement réalisées. Mais cette invisibilité, inutile de le cacher, alimente un certain sentiment d'impuissance et constitue un problème à affronter d'urgence. Au moins par ceux qui ne se contentent pas de la misère nommée réalité, au moins par ceux qui veulent n'être piégés dans aucun filet, par ceux qui entendent aller où leur cœur les porte et non pas où les grands et petits moyens d'information les mènent.

Comment faire pour exister [ou faire exister ces faits] sans répondre à aucun appel ? Poser le problème, espère-t-on, est un premier pas pour tenter de le résoudre.



UN TEXTE EN RÉPONSE SUR LES PERQUISITIONS EN COURS SUR DES DOMICILES DES COMPAGNON-NE-S D'ATHÈNES ET DE THESSALONIQUE

Sasta - Février 2014 - Grèce

Ce tract a été distribué à Thessalonique par les compagnons de l'assemblée anarchiste pour la connexion des luttes à l'intérieur de la société-prison (« Sasta ») à propos des récentes perquisitions dans le cadre d'une « opération d'encercllement » déclenchée par les autorités grecs contre des individus anarchistes/anti-autoritaires depuis le 21 janvier 2014.

Récemment, dans les villes de Thessalonique et d'Athènes, des flics de l'unité anti-terrorisme et de la Sûreté d'Etat ont envahi des domiciles de combattants et des maisons de leur milieu amical plus ample. Les descentes se fondent sur le prétexte ostensible d'une « plainte anonyme » pour possession d'armes et d'explosives tandis que les autorités déclarent – aux spectateurs de la télé – que cette opération est liée à la chasse à Christodoulos Xiros (membre condamné de l'organisation révolutionnaire « 17 Novembre » qui n'est pas revenu d'une permission de sortie). Ces incursions tendent à devenir juste un autre phénomène ordinaire : dans le dernier mois seulement, 60 perquisitions ont été effectuées, la police grecque faisant preuve d'une belle performance... Des flics cagoulés qui envahissent nos espaces personnels,

errent dans nos quartiers et arrêtent nos compagnons... une « méga-opération » anti-terroriste comme trop de fois avant...

Cette opération ne peut pas être considérée comme une action détachée qui ne concerne que les personnes impliquées dans les milieux anarchistes. Nous avons vu qu'ils ont testé des manœuvres similaires il y a un an, aussi sur une vaste échelle, avec les perquisitions dans les maisons des habitants de Halkidiki (au nord de la Grèce), s'opposant aux mines d'or. Aussi là, le but de l'Etat était de désarmer les réflexes sociaux et de paralyser l'action dans cette lutte.

Cette pratique ne peut être considérée comme une démonstration de force de la part du Pouvoir, cherchant à intimider et à terroriser tous ceux qui résistent, ceux qui sont contre le Pouvoir, ceux qui ne choisissent pas de rester les bras croisés face au régime d'esclavage que les autorités veulent nous imposer. C'est une pratique complémentaire des autres plans répressifs de l'Etat : construire une prison de haute sécurité pour les révolutionnaires, interdire les permissions de sortie en prison,

alourdir les conséquences légales pour les combattants, conduire une guerre chimique contre les manifestations, déclencher des pogroms contre les immigrés, expulser les squats etc.

Cette opération répressive « spectaculaire » est une offensive – cette fois-ci contre les anarchistes – qui se veut comme un exemple pour ceux qui combattent l'Etat et ces mécanismes, mais aussi comme un avertissement à tous ceux qui veulent s'opposer à ses diktats.

Dans une époque où notre vie quotidienne se voit étranglée par les horaires au travail, à l'école et aux universités, empilés dans des bus, en queue devant les services publics et dans les supermarchés, soumis aux « désirs » des dominants, on ne peut pas détourner nos yeux.

Dans une époque où notre vie quotidienne consomme la peur répandue par le journal télévisé de 20h, s'alimentant de publicités et de psychotropes, socialisant sur les médias sociaux en ligne, confinés dans des cages en béton, se considérer libres est alarmant. Comme il est paradoxalement inquiétant de s'habituer aux chaînes que nous

portons et à rester passifs, avalant les perceptions sociales de pureté qu'ils montrent sans même les mâcher.

Dans notre époque, avec la gueule de la démocratie qui est devenue plus claire que jamais, aussi la nécessité de lutter contre la démocratie devient claire. La nécessité d'agir et de s'organiser, de rester loin des médiations et des hiérarchies, afin de construire des structures de résistance, des communautés d'auto-organisation et de solidarité dans chaque quartier, dans chaque lieu de travail, dans chaque école et université, dans chaque prison. On ne peut pas laisser les flics, les fascistes, les journalistes, les balances et toute sorte de laquais accomplir leur boulot sans soucis.

Nous devons répondre, de toute façon possible, à la violence qu'ils imposent quotidiennement à nos vies.

Nous ne devons pas laisser ce qui nous mange se saturer complètement.

SOLIDARITÉ
AUTO-ORGANISATION
ANARCHIE



PENSÉES DEPUIS LES CHÂÎNES DE LA CAPTIVITÉ

Novembre 2013 - Grèce

Avec pour destination finale nos démons intérieurs

Habitant au pays du temps gelé depuis presque un an, la glace s'est aussi désormais répandue dans mon corps. Quotidien monotone, gestes répétitifs, immobilité générale. Ici les frontières se sont métamorphosées en des portes et des murs faits de fer.

Marche dans la cour, quarante pas de haut en bas et trente-cinq de gauche à droite. Après, un mur. Haut-bas, haut-bas, gauche-droite, gauche-droite. Avec le temps, tu commences à apprendre par cœur les détails qui font froid dans le dos des frontières de pierre qui t'empêchent de faire ton quarante-et-unième pas, là où se trouvent les différents hiéroglyphes, là où est chaque bosse. Je pense que c'est logique, puisque tous les jours je les ai d'innombrables fois face à moi.

L'horloge qui se cache dans mon corps s'est elle aussi gelée. Et de savoir que le temps de ma vie s'écoule à rebours me pose problème, le calcul mathématique de la prison quant à mon séjour ici m'inspire du dégoût. Remis en liberté sous conditions aux 3/5 de la peine, à 1/3 pour les permissions [1], tu dois faire autant de temps avec autant de travail et autant sans.

J'ai toujours détesté les mathématiques qui conditionnent ma vie. Si j'avais de telles tendances, je n'aurais probablement jamais choisi une telle vie. Une simple équation des bureaucrates de la logistique révolutionnaire m'aurait persuadé. Anarchie + guérilla urbaine =

illégalisme = mort ou prison, voilà ce qu'ils m'auraient dit et ils vont maintenant penser qu'ils avaient raison. Que le diable vous emporte, voilà ce que je leur aurais dit et ce que je leur dirais maintenant. La vie humaine n'est pas contenue dans des fractions et des équations. Et la passion pour la liberté n'est hantée par aucun fantôme de capitulation. C'est simple comme les équations mathématiques de la défaite que je hais tant.

Mais revenons en arrière, à cette horloge interne. Tant que j'étais en clandestinité, mon horloge interne était allée chez l'horloger, lequel l'a envoyée à l'hôpital psychiatrique. Quand je lui ai demandé pourquoi, il m'a dit que c'est là que vont toutes les horloges qui habitent les corps de ceux qui combattent la destinée de l'esclavage éternel. Le diagnostic officiel était qu'elle avait été remontée par des mains anormales.

Mais celle-ci défie les ordres et les invocations à un retour à la normalité de l'impunité chirurgicalement calculée. Ainsi, une belle nuit avec la lune lui a fait faire un saut vers la liberté et elle s'est évadée de la chambre blanche de l'hôpital psychiatrique. Je l'ai à nouveau rencontrée lors d'un rendez-vous de conspirateur, où chacun d'entre-nous avait pris les mesures nécessaires de sécurité. Une discussion sincère, de belles promesses et une décision importante.

Plus jamais assujettis, plus jamais avec le regard baissé, plus jamais seuls. Pour toujours sur la rive opposée, à

jamais révoltés et profanes, à jamais sur le chemin des hommes libres. Pour toujours, tu entends ?

Je hais ceux qui ont la perversité de réclamer la soumission. Pour ceux-là, les têtes baissées et le silence sont quelque chose comme un rituel où le maître requiert son sujet, digne de le servir.

Je hais de plus la logique des esclaves qui ressentent que la soumission est une forme d'expiation à leurs tourments. Je sais que peu s'échapperont de ce labyrinthe. Je pense qu'il existe des milliers de pages d'histoire où les révolutionnaires tentent de tracer des itinéraires pour s'échapper, d'indiquer le fil d'Ariane. J'en conclus que cela est peut-être insipide parce que ceux qui s'échappent n'ont suivi aucune voie toute tracée, ils écoutent simplement les battements de leurs cœurs.

Je prends une inspiration profonde afin de retourner en prison. Là, mon horloge s'est gelée pour de bon. Je peux dire qu'elle s'est complètement désorientée et que les points de repère se sont perdus en même temps que l'espoir de quelque chose de remarquable.

Mais j'ai tout de même réussi ainsi à trouver le moyen, quoique temporairement, de briser la glace et de l'écouter, ne fût-ce que pendant quelques minutes. C'est le moment où je sors dans la cour et où je porte des écouteurs pour écouter de la musique.

Ici se cache le secret qui se met en mouvement, mes plans qui se déploient devant mes yeux, images, pensées et sentiments dansent au rythme de la musique. Je me contenterai de décrire leur contexte en un seul mot. Vengeance. Je sais qu'ils ne peuvent me garder ici, dedans, à jamais. Je sais de plus que beaucoup ont eu les mêmes pensées que moi et qu'après ils se sont contentés d'un report continu. Je ne m'inquiète pas, du reste chacun de nos pas est une petite insulte aux statistiques des théoriciens de la vie.

Je me suis promis que chaque menace serait mise en pratique, ils paieront, ils paieront, ils paieront. Pour la paranoïa organisée qu'ils nous offrent, pour chaque jour de captivité, pour chaque insulte de la prison sur nos personnes, pour chaque année de prison qu'ils nous mettront, pour chaque bonjour que nous avons dit aux individus que nous aimions à travers un putain de téléphone à carte, pour chaque bonsoir que nous avons prononcé d'une voix tremblante, avec en arrière-plan le soleil se couchant dans la montagne, derrière les barbelés. Et quand arrivera cette heure, je rirai, quand la terre visitera leurs maisons sans y être conviée. Je rirai et personne ne m'empêchera de le faire.

La haine grandit en moi jour après jour, elle devient incendie et se cache dans mes entrailles. Pendant un temps je rêve que je me transforme en dragon et que je m'assois sur le sommet le plus élevé de la montagne que l'on aperçoit depuis la cour de promenade. Peu avant l'entrée, ce monstre fou décide d'agir logiquement, comme un poseur de bombe anarchiste qui prévient de

l'explosion de sa rage, il prend ses amis seulement sur ses ailes et les dépose eux aussi au sommet.

– Vous ne devez pas manquer ce spectacle, leur dit-il.

Il ouvre tout de suite ses ailes, se tient au-dessus de la prison et crache le feu qui brûlait en lui depuis si longtemps, sur cet édifice pourri, ses lugubres habitants et ses « dignes » travailleurs. Il retourne ensuite sur le mont le plus haut où il a laissé ses amis et surveille le feu, son fidèle allié, qui achève son travail.

Les journaux de 20h parlent d'un bilan tragique et d'une violence aveugle.

Tout le monde s'empresse de rivaliser dans la compétition à la condamnation la plus absolue.

Mais il y a des exceptions. C'est ceux qui ont senti dans leur chair le grondement de la mort lente, de la répression des émotions humaines, du cauchemar de la captivité prolongée qui leur tient compagnie chaque jour. C'est ceux qui se réveillent le matin avec un immense sourire. Et simultanément, aux quatre coins du monde, des milliers de voix le reprennent.

FEU AUX PRISONS

« Si j'étais le vent je deviendrais la tempête, si j'étais le feu je brûlerais le monde, si j'étais l'eau je deviendrais un torrent impétueux pour le noyer, si j'étais un dieu je l'enverrais en enfer, si j'étais le Christ je décapiterais tous les chrétiens, si j'étais un sentiment j'inonderais les hommes de colère, si j'étais une arme je détonerais contre mes ennemis, si j'étais un rêve je deviendrais un cauchemar, si j'étais l'espoir qui brûle dans les âmes des révoltés comme une barricade enflammée. »

Pour le moment, je me contenterai d'envoyer tout mon amour à ceux qui s'arment de rêves pour combattre la civilisation du pouvoir. Avec l'incitation à s'évader avec leurs horloges du monde de l'ordre et de passer à l'attaque contre nos oppresseurs, par tous les moyens.

**Aujourd'hui et à jamais !
Attaque des mécanismes sociaux !
Vive l'anarchie !**

Nikos Romanos

Prison d'Avlona
Novembre 2013

[1. En Grèce, la législation pénitentiaire prévoit que la peine doit être effectuée aux 3/5 pour pouvoir demander une remise en liberté sous conditions. Par ailleurs, ce pourcentage prend en compte le fait qu'un jour de travail en prison est compté comme 2 ou 2,5 journées d'emprisonnement (selon le travail effectué). Néanmoins, la durée incompressible de la peine est de 1/3, temps qui doit être fait quoi qu'il arrive et même si l'on travaille. De plus, chaque prisonnier peut demander des permissions après avoir effectué ce premier tiers de sa peine.]



DÉCLARATIONS AU TRIBUNAL SPÉCIAL DE LA PRISON DE KORIDALLOS À 3/02

Février 2014 - Grèce

Déclaration de Giannis Mihailidis

« Chaque juge a une place au cimetière pour toutes les personnes qu'il a enterré vivantes »

Face au complexe judiciaro-policiier, en tant qu'ennemi déclaré de la démocratie capitaliste, Désarmé par les agents de l'ordre, mais décidé à armer mes paroles contre eux...

Dans cette œuvre théâtrale de pacotille appelée procès, les juges, comme de misérables acteurs, s'efforcent d'occulter la brutalité de l'imposition violente du pouvoir étatique. La décision démocratique d'une longue condamnation dans l'enfer pénitentiaire est présentée comme le produit d'un dialogue auquel même l'accusé participe. L'autorité lave le sang avec des apparences de justice, d'humanisme, d'indulgence ou, dans le pire des cas, de nécessité. Et le concept d'autorité est articulé dans le code de loi, c'est-à-dire le langage de l'imposture qui sert à maintenir le status quo de l'Etat et du capital.

Je refuse de parler le langage de l'ennemi pour négocier ma peine et c'est pourquoi je ne reconnais aucune représentation légale. Je refuse de participer à cette mascarade, mais je respecte bien sûr la tentative des compagnons de la saboter en réfutant le discours monolithique de la justice bourgeoise à tous les stades de la procédure.

Cela est général, car je refuse d'accepter l'intégralité de l'obsession du mécanisme judiciaire, pas seulement la façon dont il est appliqué maintenant, mais également toutes ses possibles applications dans différentes sortes de régimes. Parce qu'aucun groupe spécial institutionnalisé ne peut imposer son jugement sur les choix et les actions des autres. Et aucun code pénal ne peut embrasser la richesse des relations humaines dans une réalité si complexe que tout ensemble de règles échoue à modeler. Une telle procédure est le produit de l'imposition de l'Etat qu'elle sert, maintenant la cohésion du tissu social autoritaire qu'en tant qu'anarchiste je veux détruire, afin que resplendissent les simples relations humaines anti-autoritaires dont le sentiment et la conscience sont le seul tissu conjonctif.

Si cela ressemble à des généralités abstraites, mon refus d'accepter l'éthique du capital et la sacralisation de la propriété privée, le code de lois étant entièrement axé sur la protection de cette dernière, est très précis. J'ai été un voleur et un braqueur remettant en question le calice sacré du capitalisme. Parce que la propriété signifie l'exclusion, l'accumulation, elle est la matrice de la forme dominante d'exploitation et d'oppression, l'économie. Et sa force est sa diffusion, elle se trouve partout, en tous, comme le ticket dans le monde capitaliste.

Plus spécifiquement, je vais parler de mon refus d'accepter la valeur objective de la vie humaine telles que la définit la loi de l'Etat, qui méprise de façon provocante les travailleurs assassinés par l'immunité des patrons.

Qui méprise les suicides dans l'enfer des prisons de manière provocante où elle enterre vivants les gens.

Qui méprise les hécatombes dans les opérations militaires.

Qui méprise avec provocation les immigrés qui se noient dans la mer, en les faisant exploser ou en leur tirant dessus aux frontières qui délimitent des zones selon les niveaux d'exploitation économique.

Qui méprise de façon provocante la vie des gens et des animaux en nous transformant tous en produits, un processus qui passe par la torture continue des désobéissants et des faibles. Des enfants-esclaves des multinationales dans le tiers monde à la barbarie de l'industrie de la viande, il n'y a que peu de différence.

Et pour finir, elle méprise de façon provocante et sans respect la terre elle-même, conduisant aux maladies de masse et à la mort par la pollution de la civilisation techno-industrielle.

C'est pourquoi moi aussi, en tant qu'anarchiste, je méprise de façon provocante les vies des exécutants économiques, politiques et scientifiques du système, tout comme de ceux qui suivent leurs ordres, serviteurs du complexe judiciaire-policié qui défend l'ordre assassin de ce monde.

C'est pourquoi, lorsque je me suis retrouvé face à deux flics essayant de me voler ma liberté, j'ai cherché, en plus de m'échapper, à les exterminer physiquement. Ne soyez pas choqués, petites gens de la cour, car si la vie humaine a de la valeur, c'est en fonction de la liberté. Votre vie, celle des voleurs de liberté, a une valeur négative. Et dans mon système de valeurs, peut-être qu'un flic pourrait, sous conditions, être traité avec indulgence, mais chaque juge a une place au cimetière pour toutes les personnes qu'il a enterré vivantes.

TOUT POUR LA LIBERTÉ

Déclaration de Grigoris Sarafoudis

Aujourd'hui commence un nouveau procès de terreur devant un tribunal dans la prison ! Ici, lors de cette pièce de théâtre de piètre qualité, des accusations et des peines vont être attribués à des gens qui défendent d'autres valeurs que celles que les lois et vous projetez comme les seules acceptables.

L'autorité judiciaire et son fonctionnement n'ont rien à voir avec la justice et j'en suis un ennemi. Elle récompense la délation et le remords avec des peines clémentes, humiliant les concepts d'égalité et de dignité. La Justice que vous représentez distribue des peines de prison paralysantes, dans des espaces et des conditions lamentables, afin de brutaliser toute trace de substance humaine. A travers l'arbitraire légal et étatique, le « cannibalisme » humain est promu : des rapports de domination et d'exploitation, l'instrumentalisation de l'individu.

Vous défendez une liberté amputée, une liberté qui a besoin de frontières, d'armées, de forces de sécurité, des camps de concentration et des gens illégaux ou légaux de deuxième, troisième ou quatrième vitesse dépendant de leurs positions sociales et économiques pour survivre, une liberté qui a besoin de peur et d'apathie, mais où on offre des paradis de consommation, basés sur le travail misérable d'eux-mêmes et d'autres gens.

Je refuse votre liberté limitée, j'essaie de construire des vrais rapports avec les gens autour de moi. Agissant uniquement sur base de ma conscience, je me bats contre tout cela, pour ma liberté individuelle, une liberté que vous ne saurez jamais comprendre, car le seul rapport que vous avez avec elle, c'est sa privation !

Déclaration de Nikos Romanos

Le but de cette déclaration est de clarifier mes intentions auprès de vous et de votre cour. Les actions qui ne sont pas unies aux paroles afin que leur contenu conceptuel soit clair portent à confusion, tandis que les paroles non suivies d'action sont vides de sens et reflètent une neutralité verbale.

Je suis ici votre ennemi déclaré et irréductible, je n'implore pas votre clémence, je ne cherche pas le dialogue avec vous et vos semblables. Mes valeurs sont en guerre avec les vôtres, chaque phrase que je dis contre vous est donc une lame qui frappe votre masque d'hypocrisie et clarifie la position et le rôle de chacun de nous.

Vous écrivez des centaines de pages et créez continuellement de nouvelles affaires pour nous enterrer dans les prisons de votre démocratie pour des décennies.

Vous vous préparez à nous imposer des « conditions de détention spéciales », c'est-à-dire l'unique coup manquant au panthéon du « traitement spécial » (transferts, procès, lois) que vous créez pour nous combattre.

Les simples lois de la physique disent que la conséquence d'une action est la réaction.

En dehors de vos tribunaux, dans les endroits libres, il y a des personnes rebelles, compagnons pour moi, terroristes pour vous, qui n'entendent pas tolérer notre extermination sans d'abord vous faire saigner, vous et vos superviseurs politiques.

Vous pouvez prendre cela comme une menace si vous voulez.

Je crois que c'est une réalité cynique. Chaque choix a

son coût. Je suppose qu'en tant que juges et serviteurs de la loi vous serez d'accord avec moi sur ce point.

Mais jetons un bref coup d'œil sur votre merveilleux monde. Nous sommes dans l'ère de la vitesse. Tout change vite, créant sans cesse des états d'urgence. La vitesse du temps historique a désormais déraillé, les informations et les nouvelles voyagent en quelques millisecondes, la technologie et la science avancent à pas de géant.

À côté de cela, les contradictions de la civilisation moderne explosent toujours plus souvent. Des dizaines de feux sont allumés dans les villes où tout semblait calme, et menacent de répandre le chaos dans l'ordre organisé du système.

De tels événements créent des conditions qui nous servent. Nous créons des ponts de communication avec les gens derrière les barricades si bien que les actes de violence font partie d'un contexte politique plus spécifique, ouvrant ainsi la perspective de leur dépassement dans la lutte pour la révolution anarchiste.

Là où la rage se combine avec la conscience.

Là où se rencontrent les gens dont les boyaux sont brûlés par le feu de la liberté.

Quelque part par là se trouvent aussi les empreintes de mon insurrection.

Anarchiste, parce qu'elle est hostile à toutes les autorités reproduites par l'homme, continue parce qu'elle ne cherche pas à réformer mais à détruire, existentielle parce qu'à travers l'insurrection elle exprime toutes ces belles émotions que nous voulons répandre dans les cœurs insurgés.

En outre, la qualité de la vie se mesure en moments et en émotions.

Sur la base de cette description schématique, vous comprenez que vous n'avez aucune marge pour arrêter l'inévitable. L'affrontement de nos mondes.

C'est pourquoi des déclarations comme celle-ci ont exactement ce but, envoyer un message clair.

Vous ne pouvez pas nous plier, vous ne pouvez pas arrêter la tempête qui approche.

Ces temps réclament de la réflexion, de la prudence et une lutte continue par tous les moyens.

Pas un pas en arrière !

Plus de violence contre l'Etat et le capital.

Force aux guérilleros urbains anarchistes Nikos Maziotis et Pola Roupa qui ont une récompense sur leur tête.

Force à tous les compagnons en clandestinité.

Foutez-vous l'argent de vos récompenses au cul !

Longue vie à l'anarchie !

Déclaration de Fivos Charisis & Argiris Dalios

« Dans notre époque, comme dans les temps du passé, il y a ceux qui sont au milieu du feu et d'autres qui applaudissent ... »

Pour lutter, il faut prendre du risque. Le risque de perdre.

De perdre des émotions, des compagnons, jusqu'à la liberté elle-même.

Quand tu prends le risque de vivre des moments d'anti-autorité, il faut sauter et brûler dans le feu... S'il y a du temps, tu compteras ton chair brûlé... Sinon, les yeux restent gelés à jamais, regardant les frontières de l'inaccessible.

Une autre date, un autre procès avec plus ou moins les mêmes accusations. Même si à chaque fois elles diffèrent quelque peu, cela n'a pas vraiment d'importance. De toute façon, vous condamnez et vous condamnerez notre attitude de vie contre la loi, nos rêves éveillés anarchiques et les risques de la lutte dans la vie quotidienne. Et bien sûr, les erreurs pourrissent dans votre chasse pour nous condamner.

Respirant depuis l'intérieur de la prison maintenant, nous nous assurons de regarder vers la partie du ciel qu'on peut sans remords nous attribuer, comme on le faisait quand on était à l'extérieur – un quand que vous n'avez pas besoin de savoir –, ensemble avec des amis et des compagnons, planifiant, subvertissant et combattant à tout cœur dans la lutte pour la liberté. Soit en bougeant anonymement lors des secondes de l'attaque, surprenant le temps métropolitain, soit en se promenant à côté d'autres compagnons inconnus dans la rue.

Que vous ne vous mettez pas en tête que vos condamnations « corrigeront » nos intentions.

Car elles se nourrissent et grandissent devant l'injustice et les déceptions produites par votre monde. Car elles refusent obstinément de fermer les yeux devant la misère générale que vous aussi représentez. Car nos expériences de toutes ces années dans votre société pourrie, votre société d'apathie et d'aliénation et de soumission nous suffissent pour ne pas mettre un pas en arrière.

Parce qu'en fin de compte, s'il y a quelque chose de précieux dans la lutte que nous menons, c'est que nous VIVONS avec dignité dans notre époque, et cela, vous ne pouvez pas le juger ou le limiter, peu importe combien d'années vous nous enfermerez dans vos bordels pénitentiaires...

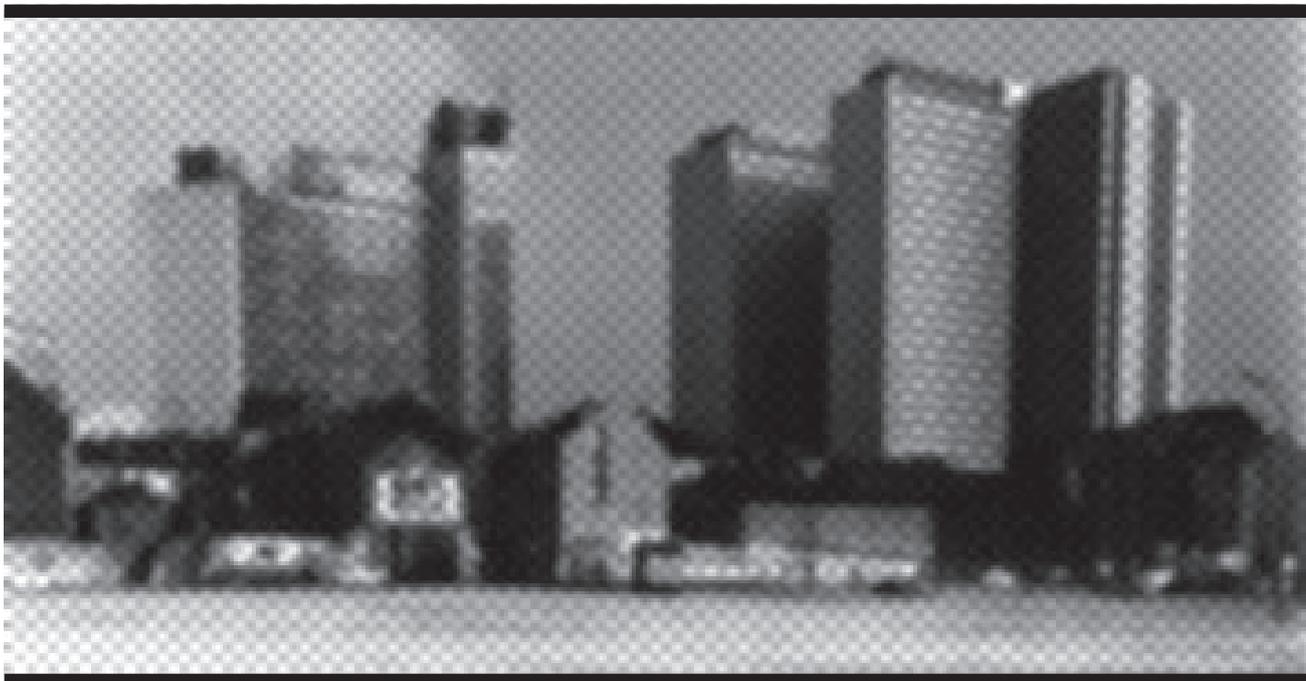
Si on rassemblerait dans un livre la douleur des gens que vous condamnez, si on pouvait mettre ensemble sur une page les soupirs des condamnés et leurs larmes dures, alors, une balle dans vos têtes serait « peu »...

Vous, ensemble avec vous subalternes, créez magistralement un climat d'hystérie terroriste afin de nous condamner à des longues peines, de nous enterrer dans des prisons de haute sécurité et de justifier toute sorte de coups judiciaires contre nos vies. Pour qu'à la fin, on puisse voir le « succès » de votre théâtre, le miracle de la correction. Attendons avec suspense si vous gagnerez votre pari : notre extermination.

Mais permettez-nous de vous rappeler que toutefois, votre monde a une cour plus grande que celle en prison et que des millions d'âmes s'empilent dans les couloirs de l'habitude, la routine, le travail et les maudites va-et-vient répétitives, L'INACTIVITE GENERALE.

A côté des consciences recherchées.

A côté des libertés recherchées.



DE L'AIR !

LA LUTTE CONTRE LA CONSTRUCTION D'UNE MAXI-PRISON ET L'OFFENSIVE DU POUVOIR À BRUXELLES

Février 2014 - Belgique

Le contexte de Bruxelles, une métropole européenne en devenir

Afin d'expliquer le choix que des compagnons anarchistes ont fait d'entamer une lutte spécifique contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles, il nous paraît nécessaire de fournir quelques éléments d'analyse sur les transformations en cours de la ville, ainsi que de revenir brièvement sur les révoltes, les mutineries et les luttes à l'intérieur des prisons belges des dernières années.

Contrairement à l'image d'une capitale européenne bien sécurisée et bien mortifère que les autorités cherchent à véhiculer, les contradictions sociales sont très présentes. Comme ailleurs en Europe, les conditions de survie dans les quartiers populaires se dégradent sensiblement. Afin d'en finir avec les émeutes récurrentes que les quartiers ont connu, des émeutes quantitativement certes pas très grandes, mais pourtant significatives; avec la criminalité diffuse dont dépend une partie toujours croissante de la population bruxelloise pour assurer sa survie ; et plus généralement avec le rejet, certes pas généralisé mais bien palpable, des autorités, des forces de l'ordre et de la légalité, le pouvoir a lancé une véritable offensive. Cette offensive pour « pacifier Bruxelles » a plusieurs aspects. Comme ce n'est pas l'objet de ce texte de les analyser avec la profondeur qu'ils mériteraient, on se contentera de les esquisser.

Premièrement, il y a les très nombreux projets qui ont trait au réaménagement de l'espace urbain, répondant tous à la logique du contrôle et de l'économie capitaliste. Là où la ville de Bruxelles a été quelque peu délaissée dans le passé, aujourd'hui, on voit des chantiers un peu partout. Construction de centres commerciaux, développement de nouveaux quartiers sur des terrains vagues ou industriels, extension de la « zone européenne » où se concentrent les institutions de l'Union Européenne, construction d'un Réseau Express Régional calé sur le modèle de toute métropole reliant Bruxelles avec les villes moyennes et les villages aux alentours et bien évidemment, réaménagement des quartiers pauvres à coups de projets de logements de luxe et par l'invasion de tous les services que la classe moyenne friquée exige.

Deuxièmement, on assiste à un renforcement sensible de la répression. Les effectifs de la police grossissent rapidement, faisant de Bruxelles la ville européenne avec le plus haut nombre de flics par 100 habitants. Ces effectifs sont davantage structurés en différents services pour couvrir des terrains spécifiques : police du métro, police de proximité, brigades anti-holdup, unités de renforts (pour faire face à des émeutes, des débordements,... disponibles 24h sur 24h). Ensuite, comme dans d'autres métropoles, on assiste à une

militarisation des transports en commun ; une vidéo-surveillance (publique et privée) qui s'est considérablement étendue ; une violence brutale, systématique et meurtrière de la police (1) ; une gestion accrue ou collaboration de la presse afin de limiter les échos des mécontentements ou des révoltes... S'y superposent alors la construction de plusieurs bastions de la répression, comme un nouveau quartier général de la Police Fédérale au cœur de Bruxelles, la construction du nouveau siège de l'OTAN et finalement la construction de la plus grande prison de la Belgique sur le territoire bruxellois (en plus des 12 autres nouvelles prisons déjà finies, en chantier ou prévues).

Troisièmement, il faut prendre en compte aussi la dégradation générale des conditions de survie pour des larges couches de la population bruxelloise. Il y a là, aux yeux de pouvoir, toute une population qui devient toujours plus « superflue » à l'économie, et qu'il convient alors de contenir ou de chasser de la métropole européenne en devenir. Le démantèlement de l'Etat social en cours (suppression des allocations et d'aides diverses, durcissement des conditions de travail) approfondira sans doute les contradictions sociales. Déjà, dans tous les quartiers populaires de Bruxelles, le chômage dépasse les 25 % et selon les chiffres officiels, un Bruxellois sur trois vit de revenus en dessous du seuil de pauvreté. Plutôt que sur les partis politiques, l'offensive du pouvoir mise massivement sur les très nombreux projets de citoyenneté, d'éducation et de prévention disséminés aux quatre coins de Bruxelles pour prévenir quelconque débordement. En même temps, par tous les moyens de propagande ou d'omission possibles, il tente d'effacer de la mémoire les révoltes, émeutes ou contestations que Bruxelles a pu connaître. Cela plonge beaucoup de personnes dans un présent vide de sens, sans passé et sans avenir prometteur, livrées de fait aux mensonges et déformations du pouvoir. Par là, nous ne voulons pas insinuer qu'il existerait un pouvoir qui ne se fonde pas sur le mensonge systématique, mais simplement que nous analysons son emploi actuel à Bruxelles comme faisant partie, de façon intégrée, d'une offensive, d'une combinaison de stratégies plus générales.

Le choix pour une lutte spécifique contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles

De 2006 à 2011, les prisons en Belgique ont été secouées par des dizaines de mutineries, de révoltes et d'évasions. Cette agitation à l'intérieur des murs a aussi trouvé des échos solidaires à l'extérieur, tant d'anarchistes que d'autres rebelles. (2) En sachant aussi que de nombreuses personnes, et d'ailleurs toujours plus fréquemment, font des allées-retours vers la prison, la question est particulièrement présente dans plusieurs quartiers bruxellois.

En gardant en tête qu'il y a eu pas mal d'expériences menées sur le terrain de la lutte contre la prison, on pourrait donner les éléments qui ont amené les com-

pagnons à choisir de mener une lutte spécifique et projectuelle contre la construction de la maxi-prison. Tout d'abord, le projet de lutte envisagé se veut un parcours de lutte autonome, basé sur nos propres perspectives et temporalités, nos propres analyses et idées. En cela, il ne s'agit pas d'une campagne pour affronter une situation particulière, ni d'une intervention anarchiste dans un mouvement plus large de contestation. Nous avons choisi pour une telle approche parce qu'elle nous semblait le mieux adapté à ce que on pouvait faire ici et qu'elle nous permettrait de lier ensemble nos idées, nos analyses et nos méthodes de lutte dans une perspective insurrectionnelle.

Il s'agissait dans ce choix d'entamer une lutte qui pourrait inclure tous les aspects de l'offensive du pouvoir qu'on a esquissé plus haut et en même temps nous permettre de développer une projectualité insurrectionnelle, c'est-à-dire, qui choisit un terrain ayant la potentialité de diffuser ou de déclencher les hostilités contre un projet visible et palpable du pouvoir et qui se propose de créer les conditions de lutte pour pouvoir détruire ce projet. Nous sommes de l'avis qu'une telle lutte pourrait en même temps et au fur et à mesure qu'elle se développe, faire vaciller les autres aspects de l'offensive du pouvoir, et fournir une méthodologie de lutte (auto-organisation, conflictualité permanente et attaque) à tous ceux qui veulent se battre contre le système.

Il va de soi que l'explication sur nos activités des derniers temps peut sembler un peu « schématique », pouvant faire croire que tout correspond à un plan préétabli. Si les discussions sur la perspective de cette lutte ont pris beaucoup de temps et ont permis d'élaborer en quelques sortes les grandes lignes de ce projet de lutte, nous tenons à clarifier que les activités sont le fruit de discussions permanentes, d'initiatives autonomes, de retours critiques, de rencontres avec d'autres rebelles et d'occasions qui ont été saisies. Aussi, il faut clarifier qu'on considère qu'on se trouve encore au début de cette lutte.

Concrètement, depuis bientôt un an, nous tentons d'être présents dans plusieurs quartiers de Bruxelles, reliant la proposition de lutter contre la construction d'une maxi-prison à la critique de la prison en soi et des transformations en cours à Bruxelles. Une partie importante des activités consiste à diffuser cette proposition de lutte par une multiplicité de moyens autonomes (donc, sans passer par aucune médiation, en restant loin de et en critiquant toujours les organisations sociales, syndicales ou politiques) (3). Les réactions sont généralement enthousiastes, ces activités donnant assez souvent lieu à des discussions riches. S'en sont suivies plusieurs initiatives de lutte, comme par exemple une semaine d'agitation contre la prison dans le quartier de Saint-Gilles ou un week-end de lutte contre la prison à Anderlecht, avec l'occupation d'un bâtiment vide et toute une série d'activités. Ces initiatives ont permis de palper quelque peu la température. Elles nous ont aussi donné des indications par rapport à la « disponibilité » pour la lutte,

constatant que nombreuses personnes la soutiennent ou sympathisent avec, mais qu'elles sont en même temps souvent très prises par la survie ou les soucis quotidiens avec les autorités. Cela nous a encore renforcés dans la vision non-quantitative de la lutte : plutôt que de rechercher « la masse », nous misons sur des complicités capables d'agir de façon autonome et sur la diffusion de la révolte. Suite à ces quelques initiatives, on a donc continué à réfléchir sur la souhaitabilité, l'importance et les défauts des « points de référence » (4) pour ceux qui s'intéressent à la lutte ou voudraient trouver d'autres personnes pour partager la lutte, et sur comment créer des espaces de lutte dans lesquels par seulement des anarchistes, mais aussi d'autres rebelles pourraient se retrouver et éventuellement arriver à coordonner quelques activités de lutte. (5)

En même temps, ce projet de nouvelle prison a été décortiqué et nous avons commencé à répandre la proposition de l'attaque diffuse contre les constructeurs, architectes, financiers, gestionnaires et autres responsables. Car, en effet, ces mêmes entreprises et institutions sont actives dans nombreux autres projets de transformation de Bruxelles, se trouvant à portée de main de tous ceux qui veulent mettre des bâtons dans les roues de l'Etat. La presse ou les « médias alternatifs » ont fait écho de quelques attaques et sabotages (6) dans cette perspective, mais il est clair que nous pourrions en rien nous fier de ce que le pouvoir veut bien laisser filtrer : c'est dans les espaces mêmes de la lutte que nous pourrions vérifier l'ampleur et la profondeur que prend cette proposition. Nous pensons qu'il faudrait pointer aussi la matérialité de ce qui rend possible le contrôle accru de la population et la continuation de l'exploitation dans ces temps modernes : les flux d'informations et d'énergie sont en effet les veines de toute ville-prison, des veines qui peuvent être coupées. (7)

A l'heure actuelle, nous voulons tenter d'élargir nos terrains d'intervention en portant l'agitation aussi dans d'autres quartiers, voire dans d'autres villes en Belgique. Il faut encore mentionner que l'endroit où la nouvelle prison est prévue se trouve juste à côté du « dernier village de Bruxelles », à Haren. L'ambiance là-bas est évidemment bien différente de celui des quartiers de Bruxelles, mais nous pensons qu'il est important d'avoir aussi là-bas une présence, ne fût-ce que pour montrer que des façons autres que des recours juridiques ou des interventions médiatiques sont possibles pour empêcher et saboter la construction de la nouvelle prison. (8)

Pour encore dire quelques mots sur le lien avec l'intérieur des taules : une nouvelle mutinerie vient d'éclater dans une prison, à Hasselt, en février 2014, donnant du courage à tous ceux qui veulent se battre, mais qui se trouvent trop souvent confrontés à la résignation des autres ; sachant que la plupart des combattants les plus récalcitrants se trouvent pour l'instant dans des conditions très difficiles de régimes individuels ou d'isolement et qu'une autre partie des gens qui ont vécu les belles années de révolte sont bien heureusement dehors

entre-temps. Aussi en ce qui concerne les prisons, nous sommes de l'avis qu'il faut prendre aujourd'hui l'initiative pour briser l'encerclement répressif, déterminant nous-mêmes les temps plutôt que de s'épuiser dans la réponse à chaque manœuvre répressive. Et cela, à l'intérieur comme à l'extérieur. Des tentatives diverses en ce sens sont en cours, reliant la lutte à l'intérieur à celle de la lutte contre les nouvelles prisons.

Notre but se veut sans équivoque, que ce soit envers les compagnons ou envers les gens auquel nous proposons de partager une lutte: nous voulons détruire ce projet avant qu'il aboutisse, sachant que la destruction est certes un fait matériel, mais pas seulement. Ce sont aussi les rapports sociaux existants qui permettent au pouvoir de réaliser un tel projet ou de faire une telle avancée dans l'intensification de l'exploitation ou du contrôle. Lutter contre la construction de la maxi-prison, c'est donc aussi créer, en attaquant, les « conditions » pour qu'elle puisse être refusée, en pensées et en actes. C'est encourager à la révolte dans les quartiers, offrir quelques suggestions de moyens de lutte ; c'est aussi contribuer à ce que dans les prisons existantes, les individus récalcitrants puissent continuer dans leur révolte et critiquer la construction des nouvelles prisons. Là réside le nœud de notre choix pour une lutte projectuelle : développer un trajet de combat qui sape les fondements de l'acceptation ou de la résignation, et donc du pouvoir même.

Notes

1. On compte presque une personne morte par mois lors de ou suite à une intervention de la police ; sans parler des dizaines, voir des centaines de personnes qui ont subies des tabassages, voir des tortures en règles, dans les commissariats ou lors d'arrestations.

2. Pour ceux qui voudraient mieux comprendre ce qui s'est passé dans cette période, nous conseillons le livre *Brique par brique. Se battre contre la prison et son monde* (Belgique, 2006 – 2011), Tumult Editions, Bruxelles, 2012. Mais pas seulement dans le passé : en décembre par exemple, les voitures appartenant au directeur de la prison de Bruges, Jurgen Van Poecke, ont brûlées dans l'allée de sa villa. Les flammes se sont propagées à la maison au point de la rendre inhabitable, inhabitable comme toute cellule de prison ou comme le module d'isolement à la prison de Bruges. Au courant de ce même mois, une attaque a eu lieu en solidarité avec les prisonniers anarchistes : la voiture du vice-président du Parlement Européen, Georgios Papastamkos, membre du parti grec Nea Demokratia, est incendiée. Et le lendemain, un feu mystérieux ravage le garage de l'ambassade de l'Italie, aussi un pays qui ne cesse pas de se distinguer dans la répression d'anarchistes et de rebelles.

3. Par exemple : des tracts, des affiches, des tags, des banderoles, des petits rassemblements, des tables de presse, des projections sauvages d'un court-métrage contre la nouvelle prison, des discussions dans la rue, la diffusion de notre feuille régulière *Hors Service*, la distribution de la « propagande » dans des points fixes de diffusion comme des bars ou certain lieux.

4. Nous pensons alors à des points physiques comme des locaux ou des occupations, voir des occasions « organisationnelles » ancrées dans une initiative de lutte, mais aussi des points de distribution de propagande et de nouvelles de la lutte, des points de contact, des espaces de rencontre et de coordination... toutes des questions auxquelles nous réfléchissons et qu'il nous faudra affronter au fur et à mesure que la lutte prend son envol.

5. Prèsqu'un an est passé maintenant depuis les dernières petites émeutes dans un quartier bruxellois, mais parfois les choses se chauffent. La nuit du Réveillon par exemple, à des dizaines d'endroits, des poubelles sont mis à travers les rues et transformées en petites barricades enflammées, quelques voitures partent en fumée et les flics essuient des jets de pierres.

6. Comme les vitres cassées des bureaux de CERAU, les architectes qui ont dessiné les plans pour la nouvelle prison à Marches-en-Famenne ou le « dépôt de déchets » (formulation des médias) dans les bureaux des architectes Buro II & Archi+I, impliqués dans la construction de la maxi-pri-

son. On se rappelle aussi le sabotage total des deux terrains de golf à Bruxelles, où des personnes sont allées détruire à coups de pelle les *greens* et ont déversé du sel de déneigement sur les terrains.

7. Un autre exemple allant dans un sens similaire, c'était l'incendie criminel à Harmignies de l'usine CBR, une entreprise dans le top 15 mondial de production de ciment blanc. Cet incendie, qui a eu lieu la nuit du Réveillon, a paralysé une partie vitale du secteur de construction.

8. Nous avons pu vérifier la nervosité des autorités en ce qui concerne le projet quand elles ont organisé une séance d'information à Haren. Cette séance était protégée par des dizaines de flics en uniforme et en civils, ce qui n'a pas empêché qu'elle ait été quelque peu perturbée. Une semaine plus tard, des compagnons ont organisée une discussion publique à Haren, où la proposition de l'harcèlement des autorités et du sabotage était défendue. La discussion nous a permis de comprendre qu'aussi à Haren, il y a des gens qui comptent se battre directement contre cette construction.

Occupation contre la maxi-prison

Extrait de Hors Service, feuille anarchiste, n°42, novembre 2013

Vendredi matin 18 octobre 2012. A Anderlecht (un quartier populaire de Bruxelles), au square Albert, une grande banderole « *Occupation contre la maxi-prison. Brisons nos chaînes. Liberté pour tous* » apparaît sur l'ancien complexe du garage Renault. En même temps, des milliers de personnes dans le quartier autour trouvent des tracts dans leurs boîtes aux lettres invitant à un week-end de rencontres et d'initiatives contre la construction de nouvelles prisons et contre le réaménagement urbain qui transforme la ville en grande prison à ciel ouvert. Dans l'après-midi, les premiers flics se pointent. Et leurs rangs se grossissent rapidement. Depuis le bâtiment, les occupants scandent « *Flics, dégage* » ; en face, de nombreuses personnes du quartier se rassemblent. Sur le bâtiment occupé, encore des banderoles : « *Système carcéral, rage viscérale* » et « *Dedans comme dehors, courage et force à ceux qui se battent* ». Les flics débarquent en nombre, les insultes fusent, des policiers sont arrosés d'eau, quelques pierres et des œufs volent depuis l'attroupement hostile aux serviteurs de l'ordre. A l'arrivée de plusieurs dizaines de policiers en tenue anti-émeute, les occupants décident de monter sur le toit, lançant des fusées et criant leur rage contre ce monde de prisons et de pouvoir. En face du bâtiment, l'hostilité contre les flics monte. « *Mort aux poulets* ». Les occupants arrivent à s'échapper à ce qui s'annonçait aux yeux de tous comme une boucherie. L'occupation

est expulsée, mais les flics sont verts... ridiculisés, insultés et quelque peu attaqués, ils n'ont pu effectuer aucune arrestation. Le lendemain, les activités annoncées sur l'invitation continuent, et ce en plein air. Distribution de tracts dans le quartier, discussions informelles, table de presse et banderole anticarcérale sur le square Albert. Le soir, un concert de rap s'improvise sous les immeubles du square. Plusieurs personnes prennent le micro pour cracher leurs paroles de révolte. Enfin, le dimanche, il semble que quelques dizaines de personnes aient à nouveau traversé le quartier : collage d'affiches, bombage des murs avec des slogans contre la prison et son monde, distribution de tracts. Ce week-end d'initiatives voulait créer une ouverture pour ceux et celles qui veulent se battre contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles et contre la transformation de Bruxelles en ville-prison, taillée pour satisfaire les riches, les puissants, les eurocrates et les capitalistes. Des rebelles de différents horizons se sont rencontrés dans la rue, ont tenu face à la pression policière, se sont solidarisés avec la lutte en cours, ont forgé des complicités dans la tension de la révolte. Ce week-end a donné du courage à de nombreuses personnes, des déterminations se sont affirmées, des volontés se sont renforcées, des sourires sur les visages, la force de la révolte couve en nous... plus que jamais, nous sommes prêts pour le combat !

Contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles

Tract distribué en novembre et en décembre 2013
à Anderlecht, Saint-Gilles, Molenbeek et Anneesens

Pas de nouvelles prisons, pas de maxi-prison à Bruxelles !

Depuis quelques années, les murs des prisons sont percés par des révoltes, des mutineries et des évasions. Des prisonniers rebelles ont démolé des infrastructures carcérales, allumé des feux, refusé de réintégrer les cellules après le préau, sont montés sur les toits pour marquer leur rage. Ils ont pris des matons en otage, ouvert les portes des cellules pour tout le monde sur la section, attaqué la police en intervention. Le pouls s'accélère, la respiration devient plus profonde. Dans la révolte, nous découvrons la liberté.

A l'extérieur des murs aussi, certains serrent les poings et passent à l'offensive. De manifestations en attaques contre les entreprises qui font leur beurre sur l'enfermement. D'embuscades contre les matons, du mitraillage de la porte de la prison de Forest en bombes sur le chantier de la nouvelle prison à Marche. De l'organisation d'évasions en émeutes dans les quartiers. Les murs des prisons se sont souvent avérés de ne pas être assez costauds.

Mais face à la révolte, il y a la répression. L'État l'annonce depuis moment : la construction de 13 nouvelles prisons modernes et efficaces. Certaines sont déjà en construction, pour d'autres le gouvernement cherche encore des sites. Mais il est certain qu'à Bruxelles aussi, le pouvoir veut une nouvelle prison, la plus grande de toutes. Il veut la construire sur le territoire de la commune de Haren, entre Evere et Schaerbeek. Et qu'on se trouve dedans ou dehors, l'ombre de cette prison sera une chaîne autour du cou de nous tous.

Pas de ville-prison!

Ce n'est pas seulement pour dompter la révolte à l'intérieur des prisons que l'État veut construire cette nouvelle maxi-prison. Cette prison deviendra aussi un élément indispensable dans ce que les puissants sont en train de faire en général.

Ici à Bruxelles, le pouvoir est en train de mutiler une population entière, sans honte. Des projets de construction pour les puissants et leur fric poussent comme des champignons pendant que le Bruxelles d'en bas est enfoncé encore plus dans la misère ; les loyers augmentent, les allocations et les salaires diminuent. Les conditions de travail se dégradent, les lois sur l'immigration se durcissent. La zone du canal à Molenbeek est transformé en quartier branché pour riches, érigeant un vrai mur entre la galère d'un côté et l'insouciance arrogante des riches et de leurs commerces de luxe. Au nord de Bruxelles, une tour, la plus haute de la ville, est érigée: conçue spécialement et hautement pour offrir des logements de luxe aux eurocrates et aux dirigeants d'entreprises. La différence de ceux d'en haut et de ceux d'en bas ne pourrait pas être plus marquée.

Là où s'impose la fortune, le pouvoir a besoin de se protéger des opprimés, de se protéger lui-même et sa propriété. La brutalité des sales keufs va de pair avec la lâcheté de leurs caméras et des bourges du coin. La nouvelle prison à Haren servira dans l'avenir à enfermer au moins 1200 personnes. Comme s'il n'y avait pas déjà assez de coups à endurer, pas assez de misère et de souffrance !

Aussi dans cette ville, qui commence à ressembler toujours plus à une prison, c'est la révolte qui nous donne de l'oxygène. La révolte contre les responsables de cette vie enchaînée. La révolte contre les milliers de murs qu'ils ont construits, partout autour de nous. La révolte pour pouvoir être libre, pour pouvoir respirer en être libre.

Alors, vive la mutinerie !

Tout plan peut être gâché, toute construction peut être sabotée, tout pouvoir peut être attaqué. La lutte contre la construction de cette maxi-prison doit être une lutte directe et offensive, c'est la seule manière de l'empêcher. On ne peut confier cette lutte à qui que ce soit (partis, syndicats,...), elle doit partir de nous-mêmes. Ce que nous proposons, c'est d'un côté une lutte qui mette des bâtons dans les roues de ceux qui veulent construire cette atrocité et en faire du fric (entreprises de construction, architectes, responsables politiques,...). De l'autre, une lutte qui tende à intervenir directement dans les rues contre tout ce qui nous emprisonne au quotidien, autant que ce que la nouvelle prison fera.

Le pouvoir veut nous faire croire qu'on ne peut rien faire. Il se veut invulnérable. Mais les choses ne sont pas comme ça. Le pouvoir peut être attaqué partout où il se concrétise : dans ses bureaux, dans ses institutions, dans ses uniformes. Et cette révolte ne dépend que de nous-mêmes.

Ni politiciens, ni chefs: auto-organisation pour lutter contre le pouvoir!

Pas de nouvelles prisons: attaquons les entreprises qui les construisent!

Barrons la route aux projets de luxe et de contrôle: sabotons leurs chantiers!

PS: *Qui se fait du fric sur l'enfermement?*

- Des constructeurs comme VALENS, BAM et DENYS
- Des architectes comme Buro II & Archi+I et Jaspers & Eyers
- Des banques comme BNP Fortis/Paribas, Belfius et KBC
- Des boîtes comme Fabricom Cofely Services, Sodexo, Cegelec et Cofinimmo

Une liste plus complète se trouve sur le site www.lacavale.be

Extrait du tract « De l'air, de l'air », distribué fin décembre 2013 lors de deux petits rassemblements avec mégaphone et quelques feux d'artifices à Molenbeek et à Anderlecht, suite à la mort d'un détenu dans le centre fermé pour clandestins à Bruges.

Si le pouvoir nous veut dociles, expulsés ou enfermés, c'est à nous de nous mettre en forme et de nous préparer à la bataille. S'il veut que Bruxelles soit bien nettoyée et sécurisée pour qu'elle soit agréable aux eurocrates, diplomates, riches et businessmen, c'est à nous de rester dignes, de garder la tête haute, et de ne pas les laisser avancer sans qu'ils se heurtent à nous. Entraînons nos poumons à respirer librement.

Saboter les rafles, se battre contre la construction de la plus grande prison de l'histoire belge, à Bruxelles, al-

ler à l'offensive... Tout ça est possible, en s'organisant en petits groupes de confiance, avec un peu d'agilité, de détermination et d'inventivité. En se reconnaissant aussi entre révoltés assoiffés de liberté. Respirons un grand coup et faisons un maximum de bruit, foutons un beau bordel !

N'oublions jamais : chaque acte inspiré par le désir de liberté parle au cœur de celui qui cherche la même chose. Soyons solidaires, jusqu'à leur couper la respiration, jusqu'à ce qu'on soit libres, libres comme l'air.

Extrait du tract « Une journée noire à Anderlecht », distribué en janvier 2014 dans les rues d'Anderlecht et posé dans quelques bars et locaux suite à la mort de Maria Chidiri lors d'une intervention policière dans son appartement.

Respirons profondément et crachons du feu. Les contrôles dans les quartiers se multiplient, les forces de l'ordre sont déterminées à imposer la loi à tous ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas s'y tenir, les entrepreneurs et les dirigeants investissent massivement dans de nouveaux projets de construction pour enclaver les quartiers populaires. Tout cela fait partie d'une même logique, d'un même projet pour Bruxelles : faire régner l'ordre, appeler et forcer tout le monde à marcher au pas, étouffer la révolte qui couve. La torture systématique dans les commissariats bruxellois va main dans la main avec une ville entière placée sous vidéosurveillance. La construction prévue de la plus grande prison de Belgique sur le sol bruxellois n'est qu'un autre volet de la guerre que le pouvoir mène aux pauvres en implantant des logements de luxe dans les quartiers populaires et en militarisant les transports en commun. Si le pouvoir est bien conscient de ce qu'il est en train de faire, un choix se présente à nous : se laisser faire ou se battre.

L'heure n'est peut-être pas à l'affrontement frontal avec le pouvoir, mais face à la guerre qu'il mène contre le Bruxelles d'en bas, il faut prendre l'initiative en main. Certains diront peut-être que nous sommes trop peu,

trop peu à vouloir et à oser se révolter, mais en fait, la question n'est pas là. Si le pouvoir tisse partout son filet de contrôle, il est pourtant loin d'être tout-puissant. Quand l'ennemi se présente en masse et occupe le territoire comme tout pouvoir doit logiquement faire pour faire courber les échine aux opprimés, il faut agir en partisans. En petits groupes, agiles et créatifs, pour saboter les projets du pouvoir. Mettre le feu aux chantiers qui annoncent la venue du pouvoir et du fric. Couper les câbles de la vidéosurveillance. Transformer les poubelles et les véhicules d'entreprises en autant de torches de révolte. Débusquer les patrouilles de police isolées et vulnérables. Provoquer du désordre dans la routine quotidienne de la misère et de l'économie, comme faisaient ces vieux saboteurs qui coupaient l'électricité, sabotaient les chemins de fer et les métros, érigeaient des petites barricades sur les axes routiers pour bloquer la circulation. Et créer de l'espace, là où s'est possible, pour se parler et se coordonner dans la lutte contre le pouvoir. Des espaces auxquels le pouvoir n'a pas accès, comme des marécages où ces troupes s'enfoncent fatalement. Car on a besoin d'air, d'air frais et courageux si on veut que le vent de la révolte souffle.



LA COUPE DU MONDE N' AURA PAS LIEU !

Janvier 2014 - Brésil

[« Bien que la récente vague de manifestations qui se sont emparées des rues dans de nombreuses villes du territoire contrôlé par l'Etat brésilien puisse être interprété comme quelque chose de supposément inattendu et surprenant, elles sont le résultat d'une accumulation de parcours de luttes qui ont lieu de manière diffuse et progressive depuis ce début de XXI^e siècle. (...) Le grand mérite de ce processus de lutte qui a culminé dans la récente tempête sociale, consiste à avoir ouvert la possibilité de mettre de nombreuses personnes mécontentes en contact avec une conflictualité réelle dans les rues. La possibilité que des jeunes provenant d'une réalité politique où régnaient l'apathie et le silence sur la mémoire d'une région chargée de furieux exemples de résistance, de lutte et de défense de la vie et de la liberté, puissent continuer à construire cette histoire. » *Agitação – août 2013* (publié en *Avalanche 0*)

La conflictualité dans les rues (souvent suscité par les initiatives anarchistes ou avec une contribution anarchistes) continue dans de nombreuses villes. Nous publions ici une chronologie des actions contre la Coupe du Monde qui ont eu lieu à la fin de janvier. Mais à d'autres moments des actions ont eu lieu contre les festivités patriotiques (7 septembre), les transports en commun (São Paulo – 25, octobre Rio - 6 février), le Coupe du Monde de nouveau (São Paulo - 22 février) et plus ...]

Le compte rendu de Rio a été pris de *Autogestão*. Les autres comptes rendus viennent de *Cumplicidade* et sont basés sur les informations des médias coopérative.

Récit de quelques journées de janvier noires ...

Porto Alegre, 23 janvier : La manif avait environ 1200 personnes et les actes de rébellion dans la ville ont causé plus de 40 milliards de Reais de dommages ! Des poubelles ont été incendiées et jetées dans la rue. Parcomètres ont été incendiées, il y avait beaucoup de tags, et les fenêtres des banques ont été brisées, de CEEE et d'autres banques. Au moins trois personnes ont été arrêtés et six mineurs placés en détention, accusés de tags et des dommages qualifiés à la propriété publique. Ils ont été libérés, mais ils étaient obligés d'abord de répondre devant la « justice » ...

Curitiba, 25 janvier : Environ 200 personnes ont participé à la manifestation. La démonstration partait de Boca Maldita, dans la zone centrale de la ville, et a terminé à la mairie. Au cours de la manif des « manifestants » s'assoieront sur différents croisements pendant environ 10 minutes afin de bloquer le trafic. Le plus beau moment de la manifestation a eu lieu à la fin lorsque certaines personnes ont encerclé le bâtiment de l'hôtel de ville et ont jeté des pierres. Un bus et certaines banques ont été peints avec un « A » et une station de métro a été le cible d'une pierre.

Rio de Janeiro, 25 janvier : Aujourd'hui, le premier acte sous le nom de « Não vai ter Copa » (La Coupe du Monde n'aura pas lieu !) eu lieu. Les cris contre la Coupe du monde qui ont commencé pendant les soulèvements populaires de 2013 fait écho à ce moment aux portes des riches, à leur terreur. Cet acte a commencé devant l'hôtel Copacabana Palace, l'un des hôtels les plus luxueux de Rio de Janeiro, dans la Zona Sul (Sud) dans le quartier de Copacabana, qui abrite les maisons de la classe supérieure.

Cette action, dont les partis politiques n'ont joué aucun rôle, avait un caractère très populaire, avec des gens indépendants ainsi que des organisations qui soutiennent et sont liés avec les luttes des gens pauvres et périphériques.

Cet acte a bloqué l'une des voies de l'avenue principale qui va de Copacabana à Ipanema, où une voie d'une autre route principale a également été occupé. Malgré le grand dispositif de la police, les manifestants n'ont pas été intimidés et ont commencé d'une manière très expressive d'appeler l'attention de ceux qui les entourent. Le long de la route la manif a attiré l'attention des résidents, les gens dans les restaurants, et d'autres à proximité. À l'approche de Ipanema, un blocage de la police a tenté de rediriger la manifestation, mais cela a été brisée par des manifestants qui alors occupaient une voie différente de celle que les flics voulaient eux de suivre. La manif se terminait à l'immeuble où l'actuel gouverneur de Rio, Sergio Cabral vit.

São Paulo, 25 janvier : Plus de 2000 personnes (plus le même nombre de flics et leur appareil ultramoderne) se sont retrouvées dans les rues de São Paulo.

En face du théâtre municipal la manif, jusque-là paisible, rentre dans la violence. Bloqué de continuer vers le bas d'une rue, les manifestants vont à un autre rue où des magasins et des banques sont attaquées. Des militaires et la police anti-émeute avec leurs boucliers courent après les manifestants.

Un McDonald attaqué, de feu à l'intérieur des banques, à la Banco do Brasil, Caixa Economica Federal et Bradesco. Il y avait le début d'un incendie et des cocktails Molotov ont été jetés.

La police militaire se met en range afin d'empêcher les manifestants de se rendre à la Praça da República où le spectacle principal pour commémorer la 460ième anniversaire de São Paulo se passait. Canettes et bouteilles ont été lancées sur le public. Un tumulte a éclaté entre les concerts de Paulinho da Viola et Opalas. Des dizaines de personnes dans le public ont tenté de fuir le désordre et ont été pressés contre la barrière qui sépare l'espace public du backstage.

Les bouteilles et autres objets ont été jetés à nouveau à la scène. Au milieu de la confusion une personne mas-

quée a été piégé contre la barrière et violemment frappé à coups de poing et de pied par un groupe de personnes (seulement ivre et en groupe ces connards lâches osent frapper quelqu'un), de cette façon montrant leur rôle de citoyens exemplaires fusionnés dans les orgies spectaculaires offerts par l'État, à qui ils baissent la tête devant 460 ans de terrorisme d'État ...

Un des lâches a frappé une masqué quelques fois avec une béquille, si fort qu'il a éclaté sur lui. Le « groupe » a frappé si beaucoup qu'il a dû être « sauvé » par un garde de sécurité qui lui a pris à l'arrière de la scène où il est resté jusqu'à ce que la PM est arrivée, 15 minutes plus tard. Il a été emmené à un Santa Casa (une organisation de charité religieuse « style mafia ») clinique avant d'être emmené au commissariat.

Une incendie a commencé, près de la Praça Roosevelt. Un Volkswagen Beetle avec des gens à l'intérieur a pris feu après de passer sur un matelas enflammé, sur Rua Xavier de Toledo. Certains manifestants ont monté Rua Augusta et, pris au piège par les laquais de l'Etat, ont entré deux hôtels : Linson et Bristol. Un autocar plein de flics anti-émeute est arrivé pour les arrêter.

Avec ceux masqués à l'avant, la démonstration est descendu Avenida Brigadeiro Luis Antônio gueulant contre la coupe du monde. Effrayé, plusieurs commerçants ont fermé leurs portes alors que la foule se rapprochait. La PM estime que 1.500 « manifestants » marchaient vers la Praça da Sé. Il y avait un peu de bagarre entre les laquais et les manifestants qui a bientôt dissipé. Autour de 17h30, environ un millier de personnes occupaient de l'Avenida Paulista et fermaient les deux voies de la route. En tout, 108 personnes ont été arrêtées par la police anti-émeute et 20 par les flics locaux. De ce que nous savons tou-te-s ont été libéré-e-s le lendemain.

Cependant, Fabricio Proteus Chaves, 22 ans, a été abattu par les lâches de la police militaire. Poursuivi par les laquais, il a été abattu de deux balles à Higienópolis. Selon les rapports des médias mainstream, Fabricio était en coma aujourd'hui (lundi), mais est toujours dans un état grave et respire qu'avec l'aide de machines.

Nous ne pouvons pas nous taire lorsqu'on est confronté à des actes de répression comme celui soit des citoyens ou des laquais de l'Etat. Nous savons que nous sommes en guerre, nous devons donc nous préparer à faire face aux actes de répression de ceux qui défendra leurs intérêts à tout prix ... Se préparer signifie aussi communiquer, diffuser et être solidaires.

Avec la volonté de tuer le silence, nous demandons des informations sur l'état de Fabricio ainsi que d'appeler à la solidarité avec lui.

LA COUPE DU MONDE N'AURA PAS LIEU !



CONTRE L'OFFENSIVE DE L'ENNEMI, NOTRE MEILLEURE RÉPONSE C'EST L'ATTAQUE

Sin Banderas Ni Fronteras & individuos en afinidad - Décembre 2013 - Chili

**Briser le silence pour passer à l'action
Sans certitude de ce qui est à venir, mais sans
hésitation contre le Pouvoir**

« Sans certitude de ce qui est à venir, mais sans hésitations contre le pouvoir. »

Paroles du compagnon anarchiste Francisco Solar, emprisonné en Espagne. Décembre 2013.

« Rester encore sur la défensive signifie enterrer un peu plus la possibilité d'une transformation révolutionnaire, chaque jour pendant lequel la domination se maintient. Il s'agit de prendre l'initiative et de passer à l'assaut. Non pas pour prouver quoi que ce soit au pouvoir, ni pour attirer les projecteurs des metteurs-en-scène de la politique et de la représentation sur soi, mais pour frapper et détruire les structures et les hommes qui incarnent l'autorité. Comme un courant souterrain qui sape les édifices millénaires de la domination. »

Extrait du texte *Attaque*, in *Salto, subversion & anarchie*, n°3 (Bruxelles), juillet 2013

L'arrestation en Espagne de Mónica Caballero et Francisco Solar, accusé-es avec trois autres compagnon-nes

sous enquête d'avoir attenté contre une église, acte qualifié par les puissants de « délit terroriste », nous a remplies de tristesse et de colère. La fraternité révolutionnaire nous amène à l'empathie avec ces compagnon-nes, aujourd'hui séquestré-es dans un lointain pays, avec des mesures spéciales de confinement (FIES2) et tout un appareil répressif et de communication destiné à criminaliser leurs vies.

Malgré les sentiments et émotions adverses, nous savons que dans la lutte pour la destruction de l'autorité, notre ennemi – organisé de manière globale – s'efforce d'anéantir par tous les moyens et partout dans le monde celles et ceux qui résistent et passent à l'offensive contre la domination.

Face à cela, nous de *Sin Banderas Ni Fronteras*, pensons que c'est le moment d'élever spécialement la voix et de passer à l'action dans une perspective solidaire protéiforme. Tout en abordant le cas concret de compagnon-nes comme Mónica et Francisco, celle-ci doit surtout contribuer à propager et à approfondir l'antagonisme actif contre le pouvoir et sa société.

Pour cela il est d'abord essentiel d'analyser le coup répressif qui s'est produit en Espagne, en le plaçant dans la continuité de la vengeance historique et des poursuites du pouvoir contre celles et ceux qui le combattent sans se repentir de leurs positions de lutte. En effet, ce n'est pas un simple caprice de la part de certaines autorités particulièrement acharnées. Il est en outre essentiel de prêter attention au climat que crée l'ennemi au Chili, en lançant une nouvelle opération de communication contre les secteurs radicaux de la mouvance anarchiste. Les compagnon-nés à l'étranger ne sont pas forcément au courant de la situation qui se met en place au Chili, et pensent peut-être que l'intérêt de l'Etat chilien se focalise uniquement sur Mónica, Francisco et les autres compagnon-nés en Espagne. Mais il est certain qu'avec de nouveaux et vieux éléments, l'ennemi tente une fois encore de créer ici un scénario médiatique dirigé contre certains secteurs anarchistes. Ce genre de mise en scène précède habituellement les opérations répressives contre des compagnon-nés et des milieux de lutte anti-autoritaires, et celle-ci s'est amplifiée surtout à partir de la mort du compagnon anarchiste Sebastian Oversluij et de l'arrestation de deux de ses compagnons au cours d'un braquage de banque, le 11 décembre dernier (1). Il nous intéresse ici d'analyser comment s'exprime cette offensive du pouvoir, en partant bien sûr du fait que nous n'avons rien d'autre à attendre de l'ennemi que son hostilité et la répression. Les réflexions suivantes visent donc à contribuer à l'analyse pour réfléchir et comprendre ce moment et pour passer à l'action dans une perspective insurgée d'offensive anti-autoritaire contre le pouvoir.

La donne c'est la guerre

« Rendons palpable, une fois encore, cette belle pratique subversive hautement criminalisée : l'amour, le respect et la solidarité entre pairs, loin de tout fétichisme iconographique et de la martyrologie pamphlétaire. Promouvons l'articulation consciente et instinctive de réseaux de complicité dans le quotidien de la lutte contre le pouvoir et toute autorité. »

Freddy Fuentesvilla, Juan Aliste et Marcelo Villarroel, Hans Niemeyer, Carlos Gutiérrez Quiduleo. En grève de la faim de 5 jours en solidarité avec Mónica et Francisco, décembre 2013

« Les anarchistes seront toujours les ennemis du Pouvoir (...) C'est pourquoi il est inutile de penser que celles et ceux qui sont contre le Pouvoir (...) peuvent avoir une vie facile. »

Texte en solidarité avec Nicola gai et Alfredo Cospito, compagnons incarcérés en Italie pour avoir tiré dans la jambe du directeur de l'entreprise *Ansaldo Nucleare*.

Partons du constat que Mónica et Francisco sont des compagnon-nés anti-autoritaires relaxé-es pour ce qu'on a appelé au Chili le « Caso Bombas » en 2012. Il est évident que l'Etat chilien, entité oppressive et ennemie de la liberté, mène son action à leur rencontre

dans la dynamique historique de poursuite et de châtiement des révolutionnaires et rebelles. Dans le cas présent, cela prend la forme d'une vengeance internationale contre celles et ceux qui portent dans leur vie la lutte permanente contre la domination. Cette dynamique répressive a certes connu diverses échelles et niveaux à travers l'histoire, néanmoins nous pouvons identifier ici quelques éléments concrets à prendre en compte.

Par exemple:

- La poursuite et le châtiement contre une position de vie anti-autoritaire.

- La vengeance internationale qui punit l'audace de maintenir cette position de lutte malgré une incarcération antérieure pour leurs idées et leurs pratiques de vie. Le prétexte en est l'accusation de participation à des attaques explosives.

- La mise en place d'un cercle répressif, social et médiatique, visant à semer la crainte chez les éventuelles volontés solidaires, et à isoler les compagnon-nés aux mains de la répression.

- La diffusion d'infamies et de condamnations médiatiques contre celles et ceux qui s'identifient avec les idées et les pratiques anarchistes d'offensive, pour générer la peur et l'isolement vis-à-vis de tout un ensemble d'idées et de pratiques anti-autoritaires, et particulièrement contre les compagnon-nés menant des activités ouvertes à partir d'idées insurgées.

Comme nous l'avons déjà dit, cette dynamique ne nous surprend pas, puisqu'elle fait historiquement partie de la manière d'agir contre-révolutionnaire des Etats, et plus spécifiquement de la tradition de contre-insurrection. Ces stratégies se sont notamment propagées dans les Etats occidentaux à partir de la deuxième moitié du XXe siècle, pour combattre les divers mouvements révolutionnaires, que ce soit sous des régimes dictatoriaux ou dans des systèmes démocratiques, comme c'est le cas actuellement.

La collaboration et la coopération répressive entre Etats et les poursuites internationales contre des compagnon-nés font également partie de l'histoire des pratiques des puissants.

Dans le cas de l'arrestation de Mónica et Francisco, le chef des appareils des services de renseignement de l'Etat chilien a fait le voyage en Europe afin de fournir des antécédents pouvant servir à justifier les arrestations, et alimenter l'idée d'une organisation criminelle internationale de terroristes anarchistes. Comme l'a mentionné la presse chilienne, ce chefaillon des renseignements s'était aussi réuni avec des représentants de la répression du Mexique, de Grèce, d'Italie, de Belgique et d'autres pays pour analyser le phénomène de l'anarchisme insurrectionnel et coordonner des actions communes destinées à frapper l'offensive anti-autoritaire, aussi bien à l'échelle locale que globale.

Quelle que soit la propagande dont l'Etat fait étalage, il ne s'agit ni plus ni moins que de la logique historique de coopération et de coordination répressive interétatique, dont bien des exemples sont connus. Rappelons-nous la répression internationale contre les anarchistes européens au début du XXe siècle, forgée à l'aide de mesures communes (comme les lois spéciales et le durcissement des peines), afin de freiner les actions de révolte et les conspirations anarchistes impulsées par des compagnon-nes partisan-nes de l'idée de la « propagande par le fait ».

Ou encore de la répression articulée internationalement pendant les dictatures civilo-militaires des années 70 dans le Cône Sud de l'Amérique. Ce qu'on a appelé le *Plan Condor*, a ainsi permis de frapper les groupes révolutionnaires et guérilleros de pays comme le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, le Brésil, par la circulation de l'information entre les services de renseignements, l'échange de prisonnier-es entre les Etats et le développement d'opérations répressives de grande envergure, camouflant l'anéantissement et la disparition forcée.

La même dynamique de collaboration est aussi apparue lorsqu'en 2008 l'Etat argentin a capturé sur son territoire Freddy Fuentevilla, Marcelo Villarroel, ainsi que Juan Aliste en 2010. Ces camarades étaient partis en cavale du Chili après avoir été accusés de l'assassinat d'un flic en 2007 lors d'un braquage. Après un séjour dans les prisons argentines, ils ont été transférés au Chili comme des prisonniers de guerre et tout le déploiement de force correspondant. Ils y affrontent aujourd'hui, après plus de trois ans de prison préventive, la mise en scène judiciaire avec une dignité combative.

C'est encore cette même logique –la collaboration répressive internationale– qui est à l'œuvre dans les récentes opérations répressives (comme *Ardire* en juin 2012) contre des compagnon-nes en Italie, dans lesquelles les procureurs ont incorporé des accusations spécifiques contre des compagnons incarcérés à l'étranger, comme Marco Camenisch (en Suisse), Gabriel Pombo Da Silva (en Espagne) ou ceux de l'organisation révolutionnaire de la *Conspiration des Cellules du Feu*, en prison en Grèce. Dans ce cas, le coup répressif a pour but d'étendre la répression contre l'offensive anti-autoritaire au niveau européen, et de punir la solidarité internationale en alimentant les délires des procureurs et en ajoutant des années de prison supplémentaires aux compagnon-es.

Tous ces exemples font partie de la dynamique d'affrontement historique contre la domination que nous avons déjà évoquée. En ce sens, ce ne sont ni des « abus » ni des « excès » du pouvoir. Tout comme cette dynamique ne devrait pas nous étonner, elle ne peut non plus nous prendre au dépourvu ou nous laisser indifférent-es, surtout lorsqu'elle se déroule juste sous nos yeux.

Le rôle de l'alliance entre la presse et le renseignement policier

« Quand nous parlons de répression médiatique et policière, nous ne faisons pas allusion au fait que la presse agit parfois de manière « policière » ou que la police profite de son influence sur la presse... La presse cible et la police tire, et ce n'est pas le diable qui charge les armes, mais bien la presse et la police à l'unisson. »

Texte d'anarchistes d'Espagne en solidarité avec Mónica, Francisco et les compagnon-nes arrêté-es et accusé-es de l'attaque revendiquée par le *Comando Mateo Morral*, novembre 2013

Depuis l'arrestation de Mónica, Francisco et trois autres compagnon-nes en Espagne le 13 novembre dernier, les médias chiliens qui coopèrent avec le pouvoir ont intensifié la production de dépêches de presse et de reportages sur les compagnon-nes, ainsi que sur la réalité actuelle de l'anarchisme au Chili.

A travers ces informations a été diffusée la version officielle du gouvernement, célébrant les arrestations et tout fier des apparences de victoire qu'elles lui donnent après l'échec juridique du « Caso Bombas » en 2012 (marqué par le manque de preuves quant à la participation des accusé-es aux attaques explosives, et non pas pour « des erreurs de procédure » comme il le prétend). On essaie ainsi de faire croire que l'Etat et ses sbires avaient raison d'accuser les compagnon-nes dans le « Caso Bombas ».

La presse contribue aussi à configurer un contexte anti-anarchiste en multipliant notamment les interviews du misérable ex-procureur du « Caso Bombas » et les reportages sur l'actualité des squats et des centres sociaux perquisitionnés au cours de l'opération répressive d'août 2010.

Un journal en particulier (*La Segunda*), a été chargé par le renseignement policier de la mission de porte-parole principal. Les journalistes ont reçu un scénario parfait rédigé dans les bureaux des flics et vendu comme vérité que le pouvoir prétend imposer et diffuser.

Cette alliance entre les médias et les services de renseignements n'est pas non plus une nouveauté. Il suffit de rappeler comment procureurs et keufs du renseignement se sont appuyés sur la presse (essentiellement sur le quotidien *El Mercurio* puis sur *La Tercera*) pour préparer le terrain de la communication et justifier ensuite l'arrestation des 14 compagnon-nes dans le cadre du « Caso Bombas ». Ils diffusaient alors comme un fait établi l'invention du Parquet quant à l'existence d'une association illicite terroriste, accusation invalidée par la suite au cours du procès.

Aujourd'hui, usant d'une stratégie bien connue, les agents du renseignement policier chilien – notamment la Direction Du Renseignement des Carabiniers (DIPOL-CAR) – recyclent de vieux rapports et d'anciens scénarios, en les présentant comme de grandes trouvailles des enquêtes récentes. Avec quelques éléments nou-

veaux, ils les utilisent dans une nouvelle entreprise de communication pour renforcer les thèses policières déjà invalidées aussi bien judiciairement que socialement, et diffuser toute une série d'infamies et d'attaques contre la praxis anti-autoritaire de tendance insurrectionnelle. Ce n'est pas par victimisme que nous exposons tout ceci, mais afin de contribuer à l'analyse du contexte et de ses différents éléments, et ainsi de projeter la lutte sans tomber dans l'immobilisme. Il nous intéresse ici d'identifier comment le pouvoir opère et comment il tente d'extirper l'insurrection du territoire dominé par l'Etat chilien. Ainsi la stratégie de l'ennemi à travers la presse s'est focalisée sur les points suivants :

- L'axiome de l'existence d'une organisation terroriste anarchiste avec une logistique internationale.
- La création d'une fausse polarisation entre les « bonnes » et les « méchant-es » anarchistes, les « théoriques » et les « pratiques », les « sociaux » et les « avant-gardistes », qui seraient représentés – selon le discours stratégique de l'ennemi – d'un côté par ceux qui développent un travail intellectuel et d'insertion sociale, et de l'autre par celles et ceux qui posent des bombes revendiquées sur des sites internet anarchistes.
- L'axiome de l'existence de leaders chez les anarchistes insurrectionnels : d'anciens militants d'organisations de guérilla urbaine marxiste agiraient dans l'ombre, recrutant, endoctrinant et préparant des jeunes à poser des bombes. Ces derniers seraient d'ailleurs venu-es à l'anarchisme en raison de problèmes et de frustrations personnels.
- Le fait de vider la praxis anti-autoritaire insurrectionnelle de son contenu intégral pour la réduire au seul exercice de pose d'engins explosifs.

Tous ces éléments constituent la stratégie de l'ennemi pour attaquer et isoler les idées et pratiques anti-autoritaires insurrectionnelles. Ils visent directement les milieux de lutte anarchiste et tentent d'empêcher par tous les moyens leur connexion avec d'autres luttes, d'autres acteurs, afin d'éviter des contextes d'agitation, de révolte et de perte de contrôle généralisées.

Le rôle des « bons anarchistes » Qui est avant-gardiste ?

« Personne ne peut croire que la révolution sociale et la subversion seraient uniquement l'œuvre des groupes d'action. Ils ne sont ni plus ni moins que ce qu'ils sont et sont capables de faire : un peu de levure dans la fermentation sociale, un peu de courage et de détermination face à la résignation et la collaboration, quelques suggestions par rapport à l'identification de l'ennemi et des destructeurs acharnés et passionnés. Mais individuellement, c'est la grande aventure d'une vie conçue comme révolte, le doux sentiment de palper parfois la cohérence entre ce que nous pensons et ce que nous faisons. La révolte, c'est la vie. »

Extrait du texte *Attaque, in Salto, subversion & anarchie*, n°3 (Bruxelles), juillet 2013

C'est donc par cette stratégie que le pouvoir attaque l'idée de l'insurrection et de la révolte, entendue comme praxis contagieuse, reproductible et appropriable par chaque personne disposée à passer à l'offensive par tous les moyens possibles contre la domination. Dans ce but, l'ennemi s'efforce aussi de passer sous silence et de nier le caractère protéiforme de la lutte anti-autoritaire, en présentant les insurgés comme des êtres étrangers à la réalité et l'insurrection comme l'œuvre de spécialistes politico-militaires. Il reprend ainsi à son compte les schémas des vieilles et nouvelles organisations hiérarchiques de la gauche armée.

Dans le même temps, les agents de la répression adoucent les organisations anarchistes qui n'assument pas une position d'offensive contre la domination, mais développent plutôt leur activité politique par la recherche et la reproduction d'espaces de pouvoir. C'est en effet ce que font depuis des années certaines organisations de tendance anarchiste/« libertaire », sur ce territoire comme sur d'autres. Elles sont présentées comme les « bons anarchistes », parce qu'elles refusent l'idée de l'attaque minoritaire contre l'Etat et la domination, que ce soit par la parole, la propagande ou l'action directe.

Cela fait des années que ces groupes parviennent à donner une image pacifique en se présentant aux yeux des services de renseignement comme des jeunes inoffensives en posant leur stratégie de quête des « espaces de pouvoir » et « d'insertion dans les masses » comme des formes supérieures d'action. Ils renient aussi le rôle de l'action directe minoritaire dans l'histoire de la lutte anarchiste. Nous pouvons accepter certaines différences, mais quelques-unes de ces organisations qui se font appeler « libertaires » finissent malheureusement par s'aligner sur les positions de l'ennemi.

Elles condamnent ainsi des groupes d'action anarchiste qu'elles taxent d'« avant-gardistes », alors qu'ils se sont exprimés en théorie et en pratique contre les avant-gardes et toute autorité. Enfin, elles renient tout lien et refusent toute solidarité avec les secteurs plus autonomes et radicaux de la mouvance anarchiste. Ainsi, ces libertaires tentent d'apparaître comme l'unique et le meilleur référent de la lutte anarchiste. Alors qui est avant-gardiste ?

Pour finir, l'ennemi a de nouveau recours, par le biais de ses journalistes serviles, à la tactique qui consiste à exposer médiatiquement les vies de compagnon-nes tels que celles et ceux accusé-es puis relaxé-es dans le Caso Bombas ou que Luciano Pitronello (2). Il se venge ainsi de leur décision de rester en lutte, et de la solidarité qu'ils ont affirmée avec d'autres compagnon-nes emprisonné-es. Tout cela sert à criminaliser des relations sociales et des positions de vie anti-autoritaires, en les présentant comme des aberrations, dans le cadre d'une structure criminelle et terroriste composée d'individus avec des problèmes personnels et mentaux, comme s'il s'agissait de sectes armées. Tel est le constat.

La différence qualitative entre lire les circonstances en les affrontant avec dignité, et générer nos propres circonstances en tant que protagonistes de l'offensive contre le pouvoir

« Ce qu'on tente de désactiver, c'est la possible confluence entre cette violence politique, cette insurrection de basse intensité, et des situations de conflictualité sociale croissante, c'est à dire que se produise une sorte de superposition de foyers de conflit avec des ingrédients de violence politique qui pourraient avoir un dangereux effet multiplicateur de ces actions décentralisées, simples et sans grand déploiement de moyens matériels. »

Paroles du compagnon Hans Niemeyer (3), pour la présentation du livre *Estruendo, la asociacion ilícita terrorista en la legislación chilena a la luz del Caso Bombas* de Julio Cortés, ed. Perro negro, novembre 2013

Tout ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux soulève la question classique de ce que nous pouvons faire, de comment affronter cette impitoyable machinerie pensée pour anéantir tout germe de révolte et de liberté.

Pour nous, une position de guerre nécessite des réponses immédiates et concrètes provenant de l'analyse et de la réflexion collectives, mais qui partent avant tout de la volonté individuelle de passer à l'offensive et de contrecarrer l'avancée de l'ennemi. Pour cela, il est essentiel de ne laisser aucune place au silence et de réaffirmer notre positionnement anti-autoritaire d'offensive contre le pouvoir, en l'affûtant dans le discours et dans la pratique, en interaction avec nos compagnon-nes. Il s'agit aussi de le diffuser à un niveau plus ample pour combattre de manière effective l'isolement et les infamies que promeut le pouvoir.

Nous considérons donc comme indispensable de lier la solidarité avec les compagnon-nes arrêté-es et mis-es en examen en Espagne et ailleurs avec le contexte plus large de la guerre sociale et, à l'intérieur de cela, avec le contexte de l'offensive anti-autoritaire au Chili. Avec une projectualité qui vise à étendre et à aiguïser la lutte, nous insérons notre agir dans la continuité historique de l'affrontement constant avec les forces de la domination. Nous évitons ainsi le risque de séparer le soutien à nos compagnons de l'ample contexte de la lutte contre le pouvoir.

Nous pensons aujourd'hui essentiel de réaffirmer, renforcer, défendre et diffuser les positions propres à la lutte anti-autoritaire insurrectionnelle. Condamnées par l'ennemi, elles ont été forgées à la chaleur de l'expérience historique de divers compagnon-nes, sur ce territoire comme en d'autres lieux et en d'autres temps. Au Chili, ces positions – comme les idées et les pratiques – se sont développées au cours des deux dernières décennies, notamment par le dépassement et la négation critique des paradigmes de la théorie et de l'action marxiste-léniniste, de l'avant-gardisme (armé ou pas), des organisations hiérarchiques et du concept de prise du pouvoir comme stratégie de lutte révolutionnaire.

Voilà quelques-unes de nos idées primordiales que nous pensons nécessaire de réaffirmer et de défendre avec plus de force que jamais :

- L'insurrection anti-autoritaire est une condition nécessaire pour détruire le pouvoir dans nos vies et construire la vie en liberté, en refusant la conception marxiste-léniniste de l'insurrection selon laquelle un contexte de déstabilisation de l'ordre social est compris comme un premier pas pour la prise du pouvoir et l'établissement de nouveaux régimes autoritaires.
- L'insurrection anti-autoritaire – comme processus permanent de libération – n'est pas l'œuvre de spécialistes de la révolution, mais de personnes qui ont simplement abandonné les excuses ajournant le conflit direct avec les ennemis de la liberté, et ont décidé de ne pas attendre de supposées « meilleures conditions » pour passer à l'offensive contre les forces de domination.
- Dans une optique d'offensive anti-autoritaire protéiforme, tous les moyens de lutte sont valides et nécessaires, à condition qu'ils ne transigent pas avec les logiques du pouvoir, et qu'ils visent à construire au présent une vie fondée sur les valeurs de la liberté par la destruction de toute autorité.
- La valeur d'un acte passe par son contenu anti-autoritaire d'offensive, et pas nécessairement par les matériels utilisés ou le dégât matériel qu'il occasionne à l'édifice de la domination. Les livres, les réflexions, les bibliothèques, les barricades, les assemblées de quartier, la propagande écrite, les attaques incendiaires, les explosions et autres types d'actions ont été, sont et seront des formes d'expression de la lutte anti-autoritaire insurrectionnelle, dès lors que leur objectif n'est pas le compromis avec les oppresseurs, mais la libération totale qui requiert la destruction de toute forme de pouvoir et d'autorité.

Tout cela représente une avancée qualitative par rapport aux vieilles conceptions gauchistes et militaristes de la lutte, et porte en positif une conception anti-autoritaire et iconoclaste. Nous évitons ainsi l'erreur de tomber dans le fétiche des instruments, en accordant plus d'importance à certains qu'à d'autres. C'est terriblement important, car les mêmes instruments et matériels ont été utilisés dans l'histoire avec des motivations différentes, voire opposées. Par exemple, il y a deux ans au Chili, les matons ont érigé des barricades pour exiger de meilleurs salaires et davantage de mesures de sécurité dans les prisons. De telles situations démontrent que c'est essentiellement la motivation de l'action qui nous relie à celles ou ceux qui la réalisent. Les faits ne parlent pas par eux-mêmes.

Cette conception de la lutte qui prend de multiples formes ne veut pas dire non plus que les mêmes compagnon-nes sont derrière tous les types d'actions. Pas plus qu'il ne faut se spécialiser dans l'une ou l'autre méthode de lutte. Ce qui est posé, c'est plutôt que la lutte anti-autoritaire et les actes de révolte peuvent être le fait de chaque personne qui décide de passer à l'action selon ses possibilités et ses capacités. Cependant,

il reste toujours possible et nécessaire de développer nos qualités en tout sens pour pouvoir mieux participer à la lutte, et tendre à aiguiser en permanence notre discours et notre capacité d'action. Ainsi l'insurrection anti-autoritaire se développe de manière protéiforme, sans reposer sur une seule tactique ni sur la dichotomie entre théorie et pratique.

Avec sa mentalité hiérarchique et autoritaire, l'ennemi ne parvient pas à concevoir l'idée d'une lutte et d'une vie sans chefs, pour laquelle des individus se jettent dans l'action en comprenant la nécessité d'attaquer et de détruire les valeurs, les rapports, les structures et les personnes qui soutiennent la domination. C'est pourquoi il cherchera et inventera des leaders parmi nous, car c'est aussi en niant les capacités et les possibilités d'une rébellion autonome que l'idéologie du pouvoir se promeut, se réaffirme et se renforce.

Dans l'ensemble de cette dynamique de lutte, il est illusoire de penser un type d'affrontement où l'Etat ne nous attaque pas, avec les idées et pratiques de liberté et de rébellion que nous propageons. La lutte contre un ennemi d'une telle envergure nous rend dignes et fortes, car c'est l'histoire même de l'affrontement contre les oppresseurs qui nous démontre qu'à tout moment il est possible d'attaquer et de frapper le pouvoir sur différents plans et avec divers moyens. Penser que le pouvoir ne peut pas être attaqué lui octroie l'omnipotence. Ne pas agir contre lui maintient l'impunité et la continuité du projet de vie autoritaire, validant par là-même l'idée d'un contrôle total sur nos vies.

Une position d'attaque par la propagande et l'action directe regarde l'ennemi en face, en ayant conscience des conséquences de la lutte. Elle s'oppose au discours de victimisation relatif aux conditions d'oppression et d'améliorations à l'intérieur du réseau même de la domination.

D'autres compagnon-nes l'ont déjà dit : le pouvoir ne tombera pas de lui-même, nous devons le frapper. Frapper son idéologie de la soumission et de l'obéissance, frapper ses valeurs autoritaires, frapper ses bâtiments, les structures et les personnes qui entretiennent la domination. Frapper là où ça fait mal, là où s'expriment les rapports de domination et pas là où le coup peut être récupéré au profit de l'ennemi et de ses valeurs autoritaires. Le secret consiste à commencer sérieusement.

Avec nos consciences armées de liberté Pas de recul dans la lutte contre toute autorité

« La lutte anarchiste révolutionnaire consiste en une bataille permanente contre toute forme d'autorité, une déambulation sans fin sur le dur chemin de la liberté. C'est une condition d'affrontement frontal avec les valeurs et les idéaux sociaux existants qui nous réduisent en esclavage, en nous remplissant de peur et d'hésitations. Nous ne sommes pas un groupe social en dehors de la société, pas plus qu'une élite révolutionnaire auto

référentielle. En revanche, oui nous avons tout l'acharnement et la rage pour abolir les rapports autoritaires, en utilisant comme arme la conscience, la solidarité et le compagnonnage »

Texte sorti en affiche solidaire avec les compagnons emprisonnés en Grèce, suite au double braquage de Kozani en février 2013

Lorsque les puissants attaquent les positions de lutte et celles et ceux qui leur donnent vie, la réponse la plus digne et en adéquation avec nos valeurs et nos objectifs consiste à défendre nos idées, en empêchant que le silence laisse nos compagnon-nes seul-es aux mains de la répression.

Pour nous, la meilleure stratégie de défense politique est de continuer à passer à l'offensive, en étendant et en aiguisant la praxis de libération totale et l'insurrection protéiforme contre le pouvoir. Les éléments juridiques (condamnations, preuves, accusations) sont à prendre en compte dans la diffusion des affaires concernant les compagnon-nes emprisonné-es, mais ils ne constituent pas l'argument de défense politique de notre praxis de lutte. En effet, celle-ci ne se nourrit pas des cadres de domination imposés par l'ennemi et son Etat de droit. Au contraire elle passe par dessus et va à leur rencontre, tout comme elle va contre les conditions sociales et les responsabilités collectives et individuelles qui permettent et entérinent leur existence.

Lorsque c'est une position de lutte qui est attaquée, il est essentiel de montrer que la lutte continue, malgré toute la machinerie répressive, légale et médiatique qui pèse sur les compagnon-nes et sur la lutte anarchiste en général.

Chaque situation de notre vie nous offre la possibilité de montrer qu'en dépit de ses efforts, le pouvoir ne peut nous dominer comme il l'entend, ni nous lancer dans le bourbier du réformisme et de la déroute. En ce moment, il est indispensable d'agiter pour donner de la valeur aux décisions de lutte prises aujourd'hui comme hier par nos compagnon-nes en prison ou en cavale. Nous nous solidarisons avec elles et eux, indépendamment du fait que nous les connaissions personnellement ou pas. Ce qui nous lie, c'est de parcourir les mêmes sentiers de lutte, composés d'un ensemble d'idées, de valeurs et de pratiques de vie antagoniques à celles du capital et de l'autorité.

Nous avons aujourd'hui une occasion de démontrer nos convictions et de faire un pas supplémentaire dans le conflit contre le pouvoir, en contribuant à faire croître et à renforcer notre lutte.

Tirons les leçons de notre pauvre réponse collective du point de vue de la guerre en cours après le coup répressif du « Caso Bombas », et faisons de la solidarité une arme chargée de mémoire anti-autoritaire et de projection insurrectionnelle. Nous envoyons des salutations solidaires à Mónica, Francisco et aux autres compagnon-nes mis-es en accusation en Espagne. Nous

agiterons comme des insurgé-es solidaires pour eux et pour propager les positions de vie et de lutte qui nous unissent malgré les distances physiques.

Force à Freddy Fuentesvilla, Juan Aliste et Marcelo Villarroel qui affrontent aujourd'hui les juges et les procureurs, accusés de braquage de banque et de l'assassinat d'un flic en 2007. Force aussi à Carlos Gutierrez Quiduleo, en cavale pendant 7 ans pour la même affaire et qui, après avoir été capturé le 28 novembre dernier, a crié « *Vive la résistance mapuche. Vive la résistance anarchiste* ».

Nous n'oublions pas non plus Hans Niemeyer, dont les mots nous ont procuré une force et une analyse certaines pour aiguïser l'offensive contre le pouvoir.

Nous appelons à la solidarité dans la propagande et dans l'action avec José Miguel Sanchez, compagnon qui a fait une grève de la faim pour lutter contre les transferts permanents, également imposés au compagnon Alberto Olivares.

Le pouvoir exerce sa vengeance contre ces compagnonnes et d'autres, pour les positions de lutte qu'ils ont assumé aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons. Que leur attitude irréductible et leurs cris de guerre ne se perdent pas dans les allées et venues de notre quotidien, qu'ils se propagent dans chaque action de propagande et d'attaque.

Contre la peur et le silence,
Multiplions les actions d'attaque, d'agitation et de diffusion de la praxis insurrectionnelle,
Étendons les réseaux de complicité anarchiste révolutionnaire parmi les compagnonnes du Chili et du monde entier,
Que la liberté et l'insurrection se répandent et s'approfondissent par la destruction de tout type d'autorité !

Avec Claudia López, Mauricio Morales, Jhonny Cariqueo et Sebastián Oversluij, présent-es dans chaque action de la guerre protéiforme contre le pouvoir.

Notes

1. Le 11 décembre 2013, plusieurs compagnons braquent une banque à Pudahuel (Santiago du Chili). Sebastián Oversluij est abattu par le vigile, Alfonso Alvial Sánchez (27 ans) et Hermes González Henríquez (25 ans) sont arrêtés et incarcérés en préventive, d'autres sont recherchés.

2. Le 1er juin 2011, une bombe explose devant une banque Santander à Santiago. Le compagnon Luciano Pitronello (Tortuga) est grièvement blessé. Le 15 août 2012, il est condamné à 6 ans de prison pour « transport illégal d'explosifs », « dommages » (à la banque) et « utilisation d'une fausse plaque d'immatriculation ». Il est actuellement en contrôle judiciaire.

3. Le compagnon Hans Niemeyer a été arrêté le 26 avril 2013, après quatre mois de cavale, accusé de plusieurs attaques explosives dont il sera acquitté (contre un transformateur électrique le 16 septembre 2010, contre le Mémorial dédié à Jaime Guzman le 13 août 2011, et contre le concessionnaire automobile de luxe One, le 16 août 2011). Il sera condamné le 12 juillet 2013 pour la seule attaque explosive contre la banque BCI de Macul (30 novembre 2011), et prendra 5 ans de prison pour « port d'engin explosif » et 10 mois de prison pour le délit de « dommages » contre la banque. Il est toujours incarcéré.



LA MÉMOIRE INTACTE, LE SANG BOUILLANT D'ANARCHIE ...

Sin Banderas Ni Fronteras - Mars 2014 - Chili

Mauricio Morales et Sebastián Oversluij, présents dans chaque action de guerre contre le pouvoir.

A presque 5 ans de la mort au cours d'une action du compagnon Mauricio Morales, et trois mois après que le compagnon Sebastián Oversluij soit tombé au combat, le feu de leur vie ne s'éteint pas, tandis que nous continuons à les rappeler dans la lutte. Nous nous réjouissons de voir différentes initiatives s'entrecroiser, convoquées avec un objectif commun : celui de rappeler des guerrier-es qui ont poussé leur vie jusqu'à ses limites, en confrontation permanente avec le pouvoir.

Pleines de contradictions et de décisions de lutte, les vies de nos compagnons décédés s'entrecroisent avec la notre dans la tension permanente que signifie donner vie à l'idéal anarchiste, dans les faits, ici et maintenant, en attaquant le pouvoir de différentes manières, sans attendre personne. Ces compagnons nous accompagnent, alors qu'à présent nous affrontons avec les moyens du bord (et en construisant ceux que nous n'avons pas) ceux qui se positionnent en tant que chefs de la société, que leaders de troupeaux de tout poil ou que dirigeants du réformisme prétendument radical.

Aujourd'hui, nous souhaitons partager quelques réflexions quant aux initiatives de mémoire qui se sont développées dans le mouvement anarchiste sur ce territoire et quant à l'importance de se souvenir activement

de celles et ceux qui sont mort-es au cours de la lutte révolutionnaire et antiautoritaire. En partant des initiatives qui se sont déroulées autour du souvenir combatif du compagnon Mauricio Morales, nous souhaitons contribuer à construire une mémoire insurgée autour du compagnon Sebastián Oversluij et enrichir la praxis anarchiste du souvenir vivant de nos compagnons, contre l'oubli, le silence et la modération qui ne favorisent que le pouvoir.

Mémoire antiautoritaire, sans maîtres ni dirigeants.

« Sans sigles ni dirigeants », affirmait un tag dans la chambre du compagnon Mauricio Morales, dans le Centre Social Occupé Sacco y Vanzetti. Comment savons-nous cela sans jamais être entrés dans cette pièce ? Comment connaissons-nous des phrases, des images et des idées du compagnon sans le connaître personnellement ? Et bien, pour une raison très simple, parce que quelques-un-es de ses proches ont décidé de faire sortir sa voix, ainsi que ses idées et ses tensions, pour le faire parler de lui-même, particulièrement en des moments où la presse faisait ses choux gras du cadavre de « l'anarchiste-bombe », du « jeune squatteur plein de tatouages », du « membre d'un groupe subversif sous surveillance permanente », etc., ainsi les journalistes évoquaient le compagnon après sa mort.

D'autres compagnon-nes ont déjà parlé de l'importance de rappeler les compagnons pour leur vie et leurs décisions de lutte, plutôt que pour leur mort. Nous soulignons aussi tout ce que peuvent apporter les cercles plus proches quant aux compagnons décédés, afin que celles et ceux qui ne les ont pas connu-es personnellement puissent avoir une idée de ce qu'ils ont apporté à la lutte et que nous puissions à notre tour contribuer à ce que leur vie, leurs idées et leurs expériences particulières ne soient pas emportées par l'oubli, mais que l'on puisse s'en souvenir malgré le passage du temps et des générations. Il est des compagnon-nes dont on ne connaît que le nom et les circonstances de leur mort et les proches y prennent une part importante, en contribuant soit à l'oubli, soit à la transmission vivante de leurs idées.

Mais pourquoi se souvenir ? Nous posons cette question, car la mémoire à plusieurs visages, usages et buts, selon qui l'utilise et pour quoi. De fait, il n'existe pas une forme unique de mémoire. Par exemple, l'Etat a recours à un certain type de mémoire pour renforcer sa domination; de même la gauche rappelle ses morts et ses luttes passées pour se légitimer au présent, ainsi que ses postures réformistes et victimistes.

Cependant, hormis et contre cela, le souvenir de nos compagnons s'est exprimé jusqu'au jour d'aujourd'hui dans notre option de lutte antiautoritaire, pour soutenir leur vie, leurs idées et leurs pratiques contraires à la domination et parties prenantes de la lutte pour la libération totale.

Nous pensons que la mémoire des compagnons décédés fait partie de notre lutte et ne se limite pas (ou ne devrait pas se limiter) au seul souvenir de leur mort, pas plus qu'à celui de leurs goûts ou inclinaisons personnels. Nous pensons qu'aucun de ces souvenirs ne peut être présenté de manière séparée, mais plutôt être relié à l'évolution de leurs positions de lutte, qu'ils soient mortes au cours d'une action ou dans une autre situation. De même, lorsque les compagnon-nes sont mort-es au combat, leurs positions de lutte ne peuvent être séparées de l'action d'attaque qu'ils étaient en train de mener.

La mémoire antiautoritaire de combat est pour nous le souvenir d'une individualité active – mais non idéalisée –, qui dépasse l'événement de la mort et insert la vie de chaque compagnon-ne dans la continuité historique de la lutte avec ses conséquences. Cette continuité s'incarne d'ailleurs aussi dans celles et ceux qui, comme nous, ont décidé consciemment de prendre leurs vies en main et d'affronter le pouvoir.

C'est pourquoi la mémoire active des compagnon-nes mort-es ne relève pas et ne devrait pas relever uniquement de celles et ceux qui les ont connu-es de plus près – même si nous reconnaissons leur apport initial et qui devrait être durable. Ce devrait plutôt être une mémoire qui se multiplie et se transforme en action et en propagande, en construction dynamique et dangereuse pour l'autorité, en rendant concrètes la validité et la continuité au présent de la praxis insurgée que nous partageons avec nos compagnon-nes mort-es.

Mémoire pour l'action, mais pas n'importe quelle action : mémoire pour l'action antiautoritaire, pour l'insurrection permanente contre le pouvoir.

Au cours de ces 5 années, la mémoire autour du compagnon Mauricio Morales s'est exprimée comme il est dans la nature de la lutte antiautoritaire : de manière protéiforme et avec des instruments adéquats et nécessaires dans la lutte pour notre liberté : des livres, des affiches, des publications, des rencontres, des actions commémoratives de rue, des barricades, des incendies et des explosions contre le pouvoir, entre autres.

La valeur de ces actions, tout comme leur contenu concernant la mémoire du compagnon, ont empêché que son image et sa vie soient récupérées par le système ou par un quelconque courant gauchiste. Nous sommes heureux aujourd'hui de pouvoir rappeler sa vie, sans devoir nous perdre en disputes avec ceux qui, des tranchées réformistes voudraient s'approprier de sa personne à des fins opposées aux idées et pratiques qu'il défendait lorsqu'il était en vie et aux idées partagées par le mouvement anarchiste/antiautoritaire dans lequel il évoluait.

L'attitude combative assumée par le mouvement de lutte anarchiste/insurgé a été fondamentale à la mort de Mauricio, en Mai 2009. Au travers de l'action protéiforme, le mouvement était en train de se configurer avec une identité propre : l'identité de l'insurrection antiautoritaire, de la libération totale et de la guerre contre le pouvoir; différente et même opposée à l'« anarchisme » démocratique; critique de la soumission de la société ; consciente de la nécessité d'anéantir l'autorité dans la vie quotidienne aussi ; et ennemie de toute position attentiste reportant l'affrontement immédiat contre les oppresseurs.

Cette attitude, ce corpus d'idées et l'action qui en découle au présent, n'ont pas disparu suite à la mort du compagnon, elles ne sont pas parties se cacher, et n'ont pas non plus tenté de se présenter comme innocentes aux yeux du pouvoir. Cependant, celui-ci a profité de la mort de Mauri pour affiner son offensive contre les milieux anarchistes, ciblant plus directement les espaces occupés et les centres sociaux qui diffusaient les idées insurrectionnelles et les pratiques antiautoritaires, sans compter le harcèlement permanent des compagnon-nes et des espaces proches de Mauricio, comme le Centre Social Occupé Sacco y Vanzetti.

Si seulement nous avions pu voir cette même attitude combative et orgueilleuse s'affirmer aussi clairement et directement qu'en 2009, lorsqu'eut lieu la razzia répressive du 14 Août 2010, dans le cadre de ce qu'on a appelé le « Caso Bombas ». Si seulement la guerre contre l'autorité s'était exprimée avec la même force ou plus encore, au lieu des airs de déroute qui ont pu envahir de nombreux compagnon-nes. Et il a fallu longtemps avant de sortir de la coquille de la peur, du silence et des discours emmêlés dans l'idée de montage. De fait, c'est de ces moments, après le 14 Août 2010,

que date notre décision de former un cercle de propagande écrite sous le nom de *Sin Banderas Ni Fronteras*. Cela répondait à la nécessité évidente de maintenir en vie les idées de guerre et d'offensive antiautoritaire, l'idée de la praxis de l'insurrection permanente, le désir de ne pas attendre pour l'action protéiforme et les propositions organisatives à partir de l'informalité et des groupes d'affinité. Nous essayons ainsi de constituer un pont indéfectible d'idées et de propositions pour que le silence et l'oubli n'enterrent ni notre identité de lutte, ni les expériences forgées et partagées dans divers espaces et instruments de compagnonnage. Nous n'avons pas été les seuls à poursuivre cet objectif avec constance, par contre nous avons été très peu, et moins nombreux encore étaient ceux qui voulaient bien écouter. Mais cela ne nous a pas arrêtés. Ces idées n'ont jamais cessé d'être présentes, même si elles ont été passées sous silence par beaucoup.

Aujourd'hui, nous sommes heureux de voir qu'elles recommencent à se multiplier, recouvrant peu à peu vitalité et visibilité avec des compagnons qui non seulement veulent écouter, mais aussi parler. Soulignons à ce propos l'apport et la présence de nouveaux compagnon-nes qui ont forgé leur radicalité à la chaleur des moments de révolte et d'auto-organisation expérimentés dans l'agitation sociale de 2011.

Quelques tensions avec ceux qui lancent des accusations, pour ensuite se cacher la tête.

Nous savons que des compagnons sont d'avis que l'on se souvient des compagnons morts dans la lutte et dans l'action, sans avoir besoin de mentionner leurs noms. Nous pouvons dialoguer de manière critique avec eux et poser que nos compagnon-nes mort-es -ou emprisonné-es- ont des identités forgées dans leurs histoires de vie liées à la lutte et que nous considérons important de le revendiquer et de le diffuser en faisant le lien avec la réalité plus large de l'affrontement contre le pouvoir. En effet, outre le souvenir de compagnons, notre mémoire insurgée est aussi la propagande de nos idées et des pratiques de liberté. C'est un instrument dont nous nous emparons pour lutter avec plus de force contre l'ennemi.

En revanche, nous rejetons et combattons les positions de ceux qui tentent d'imposer l'idée selon laquelle tout acte de mémoire équivaudrait à du fétichisme, à une iconisation et à de la martyrologie. Affirmer cela ne manifeste que d'une méconnaissance ou d'une amnésie totale quant aux critiques développées dans notre environnement anarchiste contre les mémoires et les luttes victimistes, fétichistes et liées au martyr, propres aux groupes gauchistes. C'est aussi une méconnaissance ou une amnésie totale quant aux idées entourant la nature de la lutte antiautoritaire et des initiatives de mémoire que divers compagnons ont réalisées autour de compagnons et d'expériences révolutionnaires dans une perspective contraire à la domination.

Poser comme du fétichisme le fait d'incorporer dans notre propagande les noms et les images de nos compagnons morts, relève pour nous d'une conception qui, dans notre contexte local, a manqué d'arguments pratiques lorsqu'elle s'est exprimée publiquement, mais que certains, pour s'auto promouvoir, ont enrobé des atours d'une supposée posture ultra radicale.

Soutenir cela n'a que deux conséquences regrettables. La première consiste à contribuer à l'oubli et favorise seulement le pouvoir en rayant de l'histoire l'existence de combattants et de guerrier-es disposée-es à lutter contre l'oppression et contre toute autorité. La deuxième revient à enterrer les diverses actions et initiatives développées par des compagnon-nes qui, comme nous, ont fait le pari de maintenir vivante la mémoire antiautoritaire, à partir d'une position insurgée, dans la confrontation protéiforme contre le pouvoir et sa société.

C'est pourquoi nous ne pouvons pas accueillir favorablement cette manière de poser les choses, puisqu'il ne s'agit pas de tensions, mais de condamnations ouvertes ou sournoises, qui non seulement entérinent l'oubli et l'immobilisme, mais de plus sont dépourvues de toute fraternité et de projection antiautoritaire.

Pour notre part, nous aspirons tous les jours de notre vie à renforcer la lutte dans une position fraternelle, autocritique et visant à la maturation de notre discours et notre action et non à la simple répétition de discours sans fondement pratique.

Nous saluons les initiatives internationales autour du compagnon Mauricio Morales et du compagnon Sebastián Oversluij et nous nous réjouissons de voir alentours des compagnon-nes de diverses expériences et générations rappelant nos compagnons. Il dépend de nous que ces expériences diverses interagissent et s'alimentent comme faisant partie de la continuité historique de la lutte antiautoritaire, et ne s'expriment pas seulement comme des cris de guerre isolés les uns des autres. Il dépend de nous que tous nos compagnons morts restent en vie dans l'action protéiforme contre le pouvoir.

Avec la mémoire intacte, avec la guerre contre le pouvoir tatouée avec le sang et le feu dans nos vies et dans nos actes. Avec l'orgueil de ne pas avoir baissé les bras et de ne pas nous être jetés par terre face à la peur et à la répression. Avec la joie et le défi de poursuivre dignement la lutte contre tout type d'autorité.

Avec la propagande et l'action directe

CLAUDIA LÓPEZ, JONNY CARIQUEO, SOLE,
BALENO, ZOE, ALEXIS GRIGOROUPOLUS,
LAMBROS FOUNDAS, MAURICIO MORALES Y
SEBASTIAN OVERSLUIJ TOUJOURS PRÉSENTS
DANS LA LUTTE INSURRECCIONNELLE CONTRE
TOUTE AUTORITÉ

- 4 - ESPAGNE - *C'est la faute aux anars*
- 6 - ESPAGNE - *S'ils touchent à l'un d'entre nous ...*
- 8 - ESPAGNE - *Gamonal contre le Boulevard*
- 11 - ITALIE - *Lettre de trois compagnons incarcérés suite à l'attaque du chantier du TAV*
- 13 - ITALIE - *Faits et défaits*
- 15 - GRÈCE - *Un texte en réponse sur les perquisitions en cours sur des domiciles des compagnon-ne-s d'Athènes et de Thessalonique*
- 17 - GRÈCE - *Pensées depuis les chaînes de la captivité...*
- 19 - GRÈCE - *Déclarations au tribunal spécial de la prison de Koridallos à 3/02*
- 22 - BELGIQUE - *De l'air !*
- 28 - BRÉSIL - *La Coupe du Monde n'aura pas lieu !*
- 30 - CHILI - *Contre l'offensive de l'ennemi, notre meilleure réponse c'est l'attaque*
- 37 - CHILI - *La mémoire intacte, le sang bouillant d'anarchie ...*